

A PROPOS DE L'OBSERVATOIRE DES ARMES WALLONNES

L'Observatoire des armes wallonnes est une initiative de la société civile qui vise à ce que la Région wallonne rende des comptes par rapport à ses obligations en matière de commerce des armes. L'Observatoire des armes wallonnes accorde une attention toute particulière aux exportations d'armes wallonnes à destination des pays qui pourraient commettre de graves violations du droit international humanitaire et des droits humains. Ceci est principalement fait en collectant, en analysant et en diffusant des informations publiques. L'Observatoire des armes wallonnes propose des informations sur les politiques en matière de commerce des armes, la transparence, la production, les exportations et les violations alléguées du droit. Il ne s'agit ni d'un système de vérification technique ni d'un régime d'inspection formelle.

Les principaux publics cibles de l'Observatoire des armes wallonnes sont les gouvernements, la société civile, les organisations internationales et non-gouvernementales, ainsi que les médias, les universitaires, les syndicats et le grand public. La présente édition examine avec une attention particulière les informations relatives à l'année 2022. En ce qui concerne les informations relatives aux années antérieures, les lecteurs sont donc encouragés à consulter les éditions précédentes. L'Observatoire des armes wallonnes sera heureux de recevoir des commentaires et des éclaircissements à propos des informations présentées.¹

TABLE DES MATIERES

A propos de l'Observatoire des armes wallonnes	1
Table des matières	1
Remerciements	1
Développements clés depuis la dernière édition (juin 2022)	2
Politique	3
Transparence	14
Production	16
Exportations	25
Violations alléguées du droit international, européen et régional	40
Autres développements	41

REMERCIEMENTS

L'Observatoire des armes wallonnes a été développé par Amnesty International (Stan Brabant, Aymeric Elluin, François Graas, Philippe Hensmans, Ludovic Laus, Brian May, Justin Mohammed, Jan Pollet, Marie Rygaert, Meryem Tarbi, et Patrick Wilcken) avec le soutien de plusieurs personnes et organisations qui ont fourni des informations essentielles, des commentaires et des suggestions, notamment: Manuel Lambert (Ligue des Droits Humains), Peter Danssaert (IPIS), Anthony Fenton (Université de York), Pieter Wezeman (SIPRI) et Hans Lammerant (Vredesactie). Plusieurs personnes ont aussi fourni des informations et des suggestions de manière anonyme. Les auteurs souhaitent exprimer leur gratitude aux concepteurs du *Landmine Monitor* pour leur inspiration.

¹ Les commentaires et clarifications peuvent être transmis à wam@Amnesty.be.

Développements clés depuis la dernière édition (juin 2022)

- En 2022, le volume total des exportations d'armes de la Wallonie s'est élevé à 355,5 millions d'euros, soit une **baisse de 60%** par rapport à 2021.
- Cette baisse peut être attribuée à la fin des livraisons de tourelles-canon John Cockerill assemblées au Canada sur des véhicules blindés destinés à l'**Arabie saoudite**, ainsi qu'à la diminution des exportations directes vers l'Arabie saoudite.
- Au même moment, l'*Observatoire des armes wallonnes* note une augmentation sensible des exportations d'armes à destination des **Etats-Unis**, ainsi qu'une forte augmentation du montant des licences d'exportation vers la **France** (cette dernière augmentation n'est cependant pas visible au niveau des exportations enregistrées par la Banque nationale de Belgique).
- L'entreprise productrice de munitions **Mecar** pour laquelle, selon le ministre-président Di Rupo, "le commerce avec l'Arabie saoudite monte...jusqu'à...60%," rapporte une multiplication par quatre de son chiffre d'affaires entre 2020 et 2021. L'entreprise explique celle-ci par des "transferts d'activités de la société [française] sœur Nexter Munitions qui fait face à un surcroît d'activité."
- Selon une source syndicale, Mecar aurait également produit des munitions pour l'**Egypte**, ce qui pose question au regard de ce que plusieurs ONGs considèrent comme "la situation catastrophique des droits humains dans le pays."
- Le volume des exportations d'armes à destination de l'**Indonésie** a été multiplié par six. Plusieurs entreprises wallonnes d'armement y ont conclu ces dernières années des accords avec des entreprises locales, et ce alors que les forces de sécurité indonésiennes sont accusées d'avoir perpétré des homicides illégaux en Papouasie et en Papouasie occidentale.
- Si les dernières exportations réelles d'armes à destination des **Emirats arabes unis** remontent à 2019, l'*Observatoire des armes wallonnes* note cependant que le ministre-président Di Rupo a octroyé trois licences pour ce pays en 2021, et ce malgré qu'il ait précédemment déclaré avoir adopté une "attitude restrictive à l'égard des dossiers concernant ce pays."
- L'entreprise **John Cockerill**, qui a bénéficié de financements de la Région wallonne pour développer un véhicule conçu "pour répondre à certains besoins dans la région du Moyen-Orient," a annoncé l'établissement d'un partenariat avec la société Nimr détenue par un groupe d'Etat émirati.
- Selon une enquête du magazine d'investigation *Médor*, le **ministre-président Di Rupo** "ne lâche pas l'industrie" et aurait "recadré" la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes, "reflétant une plus grande prise en compte des intérêts économiques."
- Quatre ONGs ont déposé une plainte au pénal avec constitution de partie civile contre **FN Herstal**, une entreprise entièrement détenue par la Région wallonne, au motif qu'elle continuait de vendre des armes à des États susceptibles de les utiliser pour commettre de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire.
- Selon le média spécialisé *Infodefensa*, FN Herstal aurait décidé une "suspension temporaire" de ses activités commerciales en **Colombie**, des mitrailleuses n'ayant pu y être livrées "pour cause de force majeure."
- 40 ONGs ont appelé à ce que la directive européenne sur le **devoir de vigilance** en matière de durabilité des entreprises "couvre entièrement le secteur de l'armement," ajoutant que "Le secteur de l'armement doit être répertorié comme un secteur à haut risque et soumis à des obligations renforcées de diligence raisonnable en matière de droits humains."

Politique

La Belgique a signé le Traité sur le commerce des armes le 3 juin 2013. Ce Traité vise à instituer "les normes communes les plus strictes possibles" en matière de commerce d'armes pour conserver la paix et la sécurité.² La Belgique a déclaré: "Cette signature concerne également la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale."³ Bien que les régions aient "une compétence exclusive pour accorder des licences d'exportation, d'importation et de transit,"⁴ le courtage en armes reste une matière fédérale en Belgique.⁵ La Région wallonne a approuvé le Traité sur le commerce des armes le 28 novembre 2013.⁶ La Belgique l'a ratifié le 3 juin 2014.⁷

Conformément à l'article 12 de la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes, la Région wallonne a légiféré par un décret réglementant l'importation, l'exportation, le transfert et le transit des armes, qui a été adopté le 21 juin 2012. En vertu dudit décret, "Les demandes d'exportation sont rejetées après examen au regard" de huit critères.⁸

Le 15 avril 2023, le quotidien liégeois *La Meuse* titrait: "Willy Borsus (MR) veut revoir à la baisse les critères des licences d'exportation d'armes en Wallonie: « Nous avons des règles plus strictes que nos voisins, nous devons nous aligner »."⁹ Le 17 avril 2023, réagissant à ces propos, un représentant d'Amnesty International déclarait: "Il y a un cadre légal wallon qui n'est pas tellement respecté et les critères du décret wallon ne sont qu'un copié-collé d'une décision des Etats-membres du conseil de l'UE."¹⁰ Interrogé sur ses propos à *La Meuse* par le député Jean-Luc Crucke, le ministre Borsus a répondu: "Je me permets de renvoyer l'honorable membre vers Monsieur le Ministre-Président, s'agissant d'une question qui relève de ses compétences."¹¹

Déclaration de politique régionale 2019-2024

Le 9 septembre 2019, la nouvelle majorité gouvernementale wallonne annonçait que "Le Ministre n'octroiera pas de licence relative à de nouveaux contrats à destination des pays qui ne répondent pas aux conditions et critères du décret de 2012" et ajoutait: "Le Ministre

² Article premier du Traité sur le commerce des armes, signé à New-York le 2 avril 2013, approuvé le 28 novembre 2013, <https://thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/Traitesurlecommercedesarmes/Traitesurlecommercedesarmes.pdf?templateId=137262> (consulté le 15 mai 2023).

³ Déclaration de la Belgique, 7 juin 2013, https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVI-8&chapter=26&clang=en#EndDec (consulté le 15 mai 2023).

⁴ ICBL-CMC, *Landmine and Cluster Munition Monitor*, "Belgium Cluster Munition Ban Policy," 29 juillet 2015, <http://the-monitor.org/en-gb/reports/2019/belgium/cluster-munition-ban-policy.aspx#ftnref18> (consulté le 15 mai 2023).

⁵ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 15 mai 2023), p.4.

⁶ "Décret portant assentiment au Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013," 28 novembre 2013, <https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=26898&rev=28215-18965> (consulté le 15 mai 2023).

⁷ United Nations, "ATT Status of ratifications and accessions," sans date, <https://front.un-arm.org/wp-content/uploads/assets/ATT/docs/ATT-status-table.pdf> (consulté le 15 mai 2023).

⁸ "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 15 mai 2023).

⁹ *SudInfo-La Meuse*, "Willy Borsus (MR) veut revoir à la baisse les critères des licences d'exportation d'armes en Wallonie: «Nous avons des règles plus strictes que nos voisins, nous devons nous aligner»,", 15 avril 2023, <https://www.sudinfo.be/id650395/article/2023-04-15/willy-borsus-mr-veut-revoir-la-baisse-les-criteres-des-licences-dexportation> (consulté le 16 mai 2023).

¹⁰ *L-Post*, "Amnesty international et l'ONG flamande Vredesactie ont déposé une plainte au pénal contre la FN Herstal," 17 avril 2023, <https://lpost.be/2023/04/17/amnesty-international-et-long-flamande-vredesactie-ont-depose-une-plainte-au-penal-contre-la-fn-herstal/> (consulté le 16 mai 2023).

¹¹ Parlement de Wallonie, "Les critères des licences d'exportation d'armes en Wallonie," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question écrite de Jean-Luc Crucke, 16 mai 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=120783> (consulté le 16 mai 2023).

compétent analysera les demandes de licences...à la lumière de la jurisprudence et des conséquences qu'elle implique. Il le fera en s'appuyant sur l'avis de la commission d'avis et en consultant toute personne et organisme qu'il juge utile pour forger sa décision qui se doit d'être juste et étayée." Par ailleurs, "Le Gouvernement renforcera son action auprès du Gouvernement fédéral et auprès des instances européennes et internationales pour obtenir une décision au niveau européen sur l'arrêt des ventes d'armes aux pays qui commettent des violations graves du droit international humanitaire ou du droit international des droits humains constatées par les Nations Unies, par l'Union européenne ou par le Conseil de l'Europe. Le Gouvernement jouera aussi un rôle actif au Coarm¹² et assurera le suivi quant aux positions de principe prises après chaque réunion du Coarm auprès de la sous-commission « armes » du Parlement de Wallonie. Il agira au niveau européen via le Gouvernement fédéral pour qu'il y ait dans tous les États-membres européens le strict respect de la position commune."¹³ Questionné par un journaliste, le futur ministre-président Di Rupo ajoutait: "Nous voulons que tout le monde respecte le décret."¹⁴ Interrogé par Amnesty International en novembre 2019 sur sa lecture de la Déclaration de politique régionale en matière d'exportations d'armes, Elio Di Rupo a déclaré "interpréter la DPR comme la DPR" et n'en faire "aucune autre interprétation."¹⁵

Ministre-président

D'après le site Internet de la Région wallonne, "La décision politique de l'octroi ou du refus de toutes ces licences est une compétence exclusive du Ministre-Président de la Région Wallonne."¹⁶ Le gouvernement wallon a confirmé cette attribution par arrêté, et ce à deux reprises: le 13 septembre 2019¹⁷ et le 13 janvier 2022.¹⁸ Le ministre-président du gouvernement wallon est Elio Di Rupo qui a succédé à Willy Borsus.

Dans une enquête intitulée "Armes belges vers l'Arabie Saoudite: exporter coûte que coûte," le magazine d'investigation *Médor* écrit: "Le ministre-président lui-même, quand il approuve des licences, ne rend pas sa décision publique, ni l'argumentation détaillée qui la sous-tend. Tout au plus, les députés wallons reçoivent-ils une fois par an (et avec beaucoup de retard) un rapport annuel – précédé de rapports intermédiaires consultables sous le contrôle des services du greffe, sans possibilité d'en emporter une copie - donnant quelques tendances générales." *Médor* poursuit: "Elio Di Rupo aurait pu se ranger à l'avis de ses experts... Mais le ministre-président ne lâche pas l'industrie... Les motivations et les contre-

¹² Le COARM ou groupe "Exportations d'armes conventionnelles" est le lieu où les États membres de l'Union européenne "communiquent et partagent des informations sur leurs politiques d'exportation vers les pays non membres de l'UE et sur leurs décisions de rejeter des demandes de licences d'exportation vers des pays non membres de l'UE." Conseil de l'Union européenne, "Groupe "Exportations d'armes conventionnelles" (COARM)," 9 novembre 2017, <https://www.consilium.europa.eu/> (consulté le 3 juin 2021).

¹³ Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, pp.20-21, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

¹⁴ YouTube, "En direct du Parlement de Wallonie," conférence de presse de la nouvelle majorité, 9 septembre 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=h1togZiRMDM> (consulté le 7 avril 2019).

¹⁵ Notes d'une réunion entre le ministre-président Di Rupo et Amnesty International, Namur, 27 novembre 2019.

¹⁶ Service public de Wallonie, "La Direction de la Gestion des Licences d'Armes," http://economie.wallonie.be/Licences_armes/Accueil.html (consulté le 15 mai 2023).

¹⁷ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁸ Selon un arrêté du gouvernement wallon du 13 janvier 2022, "Elio Di Rupo, Ministre-Président, est compétent pour... 13° l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, de la loi; 14° les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 8°, de la loi." Wallex, "13 janvier 2022 - Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement," 13 janvier 2022, <https://wallex.wallonie.be/eli/arrete/2022/01/13/2022030274/2022/01/13> (consulté le 15 mai 2023).

argumentations d'Elio Di Rupo sont audacieuses, parfois à l'extrême limite de la véracité.¹⁹ Suite à l'enquête de *Médor*, la RTBF a réalisé deux sujets pour le journal télévisé, qui n'ont cependant jamais été diffusés.²⁰

Deux sources ont indiqué à l'*Observatoire des armes wallonnes* avoir fait l'objet de pressions de la part du ministre-président Di Rupo et/ou de son cabinet afin qu'elles cessent leurs questions à propos des exportations d'armes.

Commission d'avis

Le décret du 21 juin 2012 a créé une "Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes" chargée de formuler des avis motivés et confidentiels "à la demande du Gouvernement ou d'initiative."²¹ Cette commission d'avis "ne remet ses avis qu'au Ministre compétent" et ses membres "sont dispensés de se référer et de faire rapport à leur hiérarchie du travail effectué."²² Selon le gouvernement wallon, "la commission d'avis établira, pour chaque demande de licence soumise à son examen, un rapport détaillé en portant une appréciation circonstanciée de la demande au regard de chacun des huit critères prévus dans le décret de 2012... Le principe de minutie impose à la commission d'avis de veiller, avant d'arrêter son avis détaillé, à recueillir toutes les données et de les examiner avec soin afin de prendre une décision en connaissance de cause. La commission d'avis agira en toute indépendance. Elle recherchera à exprimer son avis par la voie du consensus."²³

Deux arrêtés du gouvernement wallon définissent le fonctionnement et la composition de la commission d'avis.²⁴ Selon le ministre-président, deux membres "auront une voix consultative puisqu'ils instruisent eux-mêmes le dossier et puisque nous sommes dans une nouvelle règle de gouvernance."²⁵ Le ministre-président Di Rupo a par ailleurs déclaré le 25 novembre 2019: "Ce n'est pas la commission d'avis qui décide. Seul le ministre décide."²⁶

¹⁹ *Médor*, "Armes belges vers l'Arabie Saoudite: exporter coûte que coûte," Episode 1/2, 31 août 2022, <https://medor.coop/nos-coups/nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-belges-vers-larabie-saoudite-exporter-coute-que-coute-guerre-yemen-wallonie-industrie-emploi-fn-herstal/?full=1#continuer-a-lire> (consulté le 15 mai 2023).

²⁰ La RTBF a cependant publié deux articles sur son site internet: RTBF, "Est-il possible de vendre des armes à l'Arabie Saoudite en respectant les droits de l'homme ?," 26 septembre 2022, <https://www.rtbf.be/article/est-il-possible-de-vendre-des-armes-a-l-arabie-saoudite-en-respectant-les-droits-de-l-homme-11071730> (consulté le 17 mai 2023); RTBF, "Le Scan: quelle est la part du marché saoudien dans les ventes d'armes de la FN Herstal ?," 19 décembre 2022, <https://www.rtbf.be/article/quelle-est-la-part-du-marche-saoudien-dans-les-ventes-d-armes-de-la-fn-herstal-11125809> (consulté le 17 mai 2023).

²¹ "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 8 juin 2021).

²² Conseil d'État, "Arrêt n° 244.804," 14 juin 2019, <http://www.raadvst-consetat.be/arr.php?nr=244804> (consulté le 9 juillet 2019).

²³ Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, pp.19-20, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

²⁴ D'après l'arrêté ministériel du 24 février 2020, les membres de la commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes sont: Pascale Delcomminette (administratrice générale de WBI, présidente), Yves Haesendonck (ambassadeur honoraire, vice-président), Jean Marsia (colonel retraité), Michel Kempeneers (responsable des marchés hors-Europe à l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers), Christophe Wasinski (professeur à l'Université Libre de Bruxelles), Fabienne Reuter (déléguée générale de Wallonie-Bruxelles à Genève), ainsi que deux membres avec voix consultative: Olivier Gillet (directeur du service "Contrôle licences, analyse de politique étrangère" de WBI, secrétaire de la commission d'avis) et Michel Moreels (directeur de la Direction des licences d'armes du Service public de Wallonie). *Moniteur belge*, "Arrêté du Gouvernement wallon portant fonctionnement et composition de la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," 20 février 2020, https://www.etaamb.be/fr/arrete-du-gouvernement-wallon-du-30-janvier-2020_n2020200743.html (consulté le 1er avril 2020); *Moniteur belge*, "Arrêté ministériel portant désignation des membres de la commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," 24 février 2020, http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2020/03/30_1.pdf#page=73 (consulté le 2 avril 2020).

²⁵ Parlement de Wallonie, "Les exportations d'armes," réponse du ministre-président Elio Di Rupo à une question orale de François Desquesnes, 3 février 2020, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=94661>

²⁶ Parlement de Wallonie, "Les ventes d'armes wallonnes vers l'Arabie saoudite et leur implication éventuelle dans le conflit au Yémen," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 25 novembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=93482> (consulté le 2 avril 2020).

Dans un enquête publiée le 1er septembre 2022, le magazine d'investigation *Médor* écrivait: "En 2019, la Commission d'avis wallonne sur les armes était opposée à toute exportation vers l'Arabie Saoudite. Un an plus tard, après avoir subi un remaniement, la même Commission s'est montrée beaucoup plus conciliante." *Médor* précise: "À la fin de l'année 2019, les divergences de vue entre Elio Di Rupo et la Commission sont abyssales. Elio Di Rupo se fait le défenseur zélé des exportations vers l'Arabie Saoudite, cet « allié », ce pays « stable » dans une région troublée. En face, les experts wallons parlent d'abus des droits humains, de crimes de guerre et de déstabilisation régionale." *Médor* évoque donc un "recadrage incarné par la présence...[d'] un ancien colonel de l'armée belge propulsé au sein de la Commission d'avis. Proche du PS...puis conseiller défense d'Elio Di Rupo, alors premier ministre." Autre élément pointé par *Médor*, un affaiblissement de l'administration que *Médor* résume comme suit: "L'administration doit rentrer dans le rang," et ce "au profit de l'Awex,²⁷ qui s'installe dans la Commission, avec un siège, reflétant une plus grande prise en compte des intérêts économiques."²⁸

Dans ses arrêts du 7 août 2020 et du 5 mars 2021, le Conseil d'État souligne la production au sein de la Commission d'avis de deux "notes de minorité" étayées et critiques des exportations d'armes à destination de l'Arabie saoudite.²⁹

En janvier 2022, trois ONGs³⁰ ont proposé de faire évoluer la composition de la Commission d'avis "en assurant qu'elle comprenne un nombre supérieur de membres qui ne soient pas liés à l'administration, à l'industrie de l'armement ou au monde politique." Amnesty International propose également de renforcer le rôle du Parlement wallon lorsque la Commission émet un avis négatif sur l'attribution d'une licence d'exportation.³¹

En 2021, la commission d'avis s'est réunie à neuf reprises et a analysé 267 dossiers considérés comme "très sensibles," soit 22% de l'ensemble des dossiers.³²

*Wallonie-Bruxelles International*³³

Wallonie-Bruxelles International (WBI) est l'organisme chargé des relations internationales de Wallonie-Bruxelles.³⁴ D'après le décret du 9 mai 2008, WBI "relève selon le cas de l'autorité du membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions ou de l'autorité du membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions" (actuellement le ministre-président Di Rupo).³⁵

L'Administratrice générale de Wallonie-Bruxelles International WBI, Pascale Delcomminette, préside la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes. Elle est

²⁷ Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers.

²⁸ Médor, " Armes wallonnes: l'étrange revirement de la Commission d'avis," Episode 2/2, 1^{er} septembre 2022, <https://medor.coop/nos-coups/nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-wallonnes-letrange-revirement-de-la-commission-davis-22-wbi-awex-democratie-economie-liege-egypte/?full=1> (consulté le 15 mai 2023).

²⁹ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

³⁰ Amnesty International, la CNAPD et la Ligue des droits humains.

³¹ *Observatoire des armes wallonnes*, 5^{ème} édition, 10 juin 2022.

³² Région wallonne, "Rapport au parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2021," sans date, p.21, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 15 mai 2023).

³³ Wallonie-Bruxelles International est "l'instrument de la politique internationale menée par la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale." Wallonie-Bruxelles International, "A propos de Wallonie-Bruxelles International," 28 février 2023, <https://wbi.be/fr/page/propos-wallonie-bruxelles-international> (consulté le 15 mai 2023).

³⁴ Wallonie-Bruxelles International, "A propos de Wallonie-Bruxelles International," 28 mars 2023, <https://wbi.be/fr/page/propos-wallonie-bruxelles-international> (consulté le 23 mai 2023).

³⁵ *Moniteur belge*, "Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles," 29 août 2008, https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-09-mai-2008_n2008029367.html (consulté le 23 mai 2023).

également Administratrice générale de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX).³⁶

Deux autres représentants de WBI font également partie de la Commission d'avis: la déléguée générale de Wallonie-Bruxelles à Genève et le directeur du service "Contrôle licences, analyse de politique étrangère." Ce dernier assure également le secrétariat de la Commission d'avis.³⁷ Le magazine d'investigation *Médor* écrit à son propos: "C'est lui qui prépare méticuleusement les réunions de la Commission d'avis et rédige des fiches détaillées pour chaque pays, son travail est considéré comme sérieux. En 2019 il se prononce pour la suspension des licences, à l'instar des cinq autres membres de la Commission. Jusqu'à la fin de l'année 2019, il possède une voix délibérative. En 2020, il est rétrogradé... sa voix n'est plus que consultative. L'administration doit rentrer dans le rang."³⁸

Le 16 novembre 2022, *L-Post* écrivait: "Selon nos informations, Wallonie-Bruxelles International (WBI)...fait l'objet d'investigations de la part des enquêteurs de l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC)... Il est notamment question d'irrégularités diverses concernant des marchés publics, des emplois fictifs, de la prise illégale d'intérêt de la part de certains dirigeants de cette administration, de hacking et de surveillance internet des agents, et de harcèlement moral."³⁹ L'auteur de l'article ajoutait sur un média social: "Une magistrate au parquet de Bruxelles travaille d'ailleurs sur les dénonciations des agents, dont certains fustigent un management par la terreur."⁴⁰ Le 9 janvier 2023, *L-Post* s'interrogeait: "de lourdes accusations d'abus contre des responsables de WBI ont-elles été étouffées ?"⁴¹ A la suite de ces articles, WBI a fait l'objet de huit questions parlementaires au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles⁴² et de 13 questions parlementaires au Parlement wallon.⁴³

Le 8 février 2023, l'ambassade d'Arabie saoudite en Belgique tweetait: "S.E l'ambassadeur du Serviteur des Deux Saintes Mosquées Dr. @KhalidJindan a assisté aujourd'hui au déjeuner organisé par l'AWEX « Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers » et WBI « Wallonie Bruxelles International » qui s'est tenu à la « Maison de la Poste » à Bruxelles."⁴⁴

Le 26 juin 2017, l'Administratrice générale de WBI et de l'AWEX déclarait à Amnesty International que les demandes de licences d'exportation d'armes pour la Garde royale saoudienne avaient reçu un avis favorable à la suite d'une analyse de tous les critères de la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes.⁴⁵

En février 2019, Hélène Ryckmans, une parlementaire wallonne, posait la question: "Y a-t-il concordance des deux piliers, Awex et WBI, ou l'un des deux piliers prend-il le pas sur

³⁶ Wallonia.be Export Investment, "Management de l'AWEX," sans date, <https://www.awex-export.be/fr/contacts/direction/administration-generale> (consulté le 18 mai 2023).

³⁷ *Moniteur belge*, "Arrêté ministériel portant désignation des membres de la commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," 24 février 2020, http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2020/03/30_1.pdf#page=73 (consulté le 16 mai 2023).

³⁸ *Médor*, "Armes wallonnes: l'étrange revirement de la Commission d'avis," Episode 2/2, 1^{er} septembre 2022, <https://medor.coop/nos-coups/nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-wallonnes-letrange-revirement-de-la-commission-davis-22-wbi-awex-democratie-economie-liege-egypte/?full=1> (consulté le 23 mai 2023).

³⁹ *L-Post*, "(Info L-Post) Wallonie-Bruxelles International (WBI) dans le viseur des enquêteurs de l'OCRC et de la justice," 16 novembre 2022, <https://lpost.be/2022/11/16/info-l-post-wallonie-bruxelles-international-wbi-dans-le-viseur-des-enqueteurs-de-locrc-et-de-la-justice/> (consulté le 16 mai 2023).

⁴⁰ *LinkedIn*, "Philippe Lawson's Post," sans date, <https://www.linkedin.com/posts/philippe-lawson-1a09421b-wallonie-bruxelles-international-wbi-dans-activite-6998634768061886464-rObT> (consulté le 16 mai 2023).

⁴¹ *L-Post*, "Exclusif: de lourdes accusations d'abus contre des responsables de WBI ont-elles été étouffées ?," 9 janvier 2023, <https://lpost.be/2023/01/09/exclusif-de-lourdes-accusations-dabus-contre-des-responsables-de-wbi-ont-elles-ete-etouffees/> (consulté le 16 mai 2023).

⁴² <https://www.pfwb.be/recherche?q=WBI> (consulté le 16 mai 2023).

⁴³ https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?idleg=11&session=&mois=&annee=&type=all&auteur=&destinataire=&titre=WBI&quest=&num=&mat_id=&mat_nom=&p=interp-questions-recherche (consulté le 16 mai 2023).

⁴⁴ <https://twitter.com/KSAembassyBE/status/1623343158422654976> (consulté le 16 mai 2023).

⁴⁵ Notes d'une réunion entre Amnesty International et AWEX-WBI, Bruxelles, 26 juin 2017.

l'autre?" "Ce qui peut poser question quand on aborde les ventes d'armes par exemple," écrivait le journal *Le Soir*.⁴⁶

Invité à commenter une édition précédente de l'Observatoire des armes wallonnes, un représentant de WBI a écrit: "L'Administration de WBI n'est cependant pas en mesure de répondre favorablement à votre demande. Elle ne communique que par le biais du rapport de la Région wallonne, approuvé par le parlement et le pouvoir politique."⁴⁷

Credendo

Credendo est l'agence belge de crédit à l'exportation. Son conseil d'administration compte notamment deux membres qui représentent le gouvernement wallon (dont l'Administratrice-générale de WBI et de l'AWEX), ainsi qu'un représentant de l'AWEX et un représentant de l'Union wallonne des entreprises en tant que membres suppléants.⁴⁸

Le 13 septembre 2021, le député fédéral Wouter Devriendt interpellait par écrit le vice-premier ministre Dermagne quant au fait que le rapport annuel de 2020 du fabricant de munitions Mecar (voir section "[Production](#)") "qui exporte principalement vers l'Arabie Saoudite" mentionne Credendo à plusieurs reprises. En réponse, le vice-premier ministre Dermagne écrivait: "En raison du secret professionnel auquel Credendo...est astreint, il lui est interdit de mentionner sans leur accord le nom des clients ou toute autre information sur le contenu des contrats qu'ils ont conclus avec Credendo... L'examen de Credendo se situe au niveau purement technique et non au niveau de l'opportunité politique. Par ailleurs, Credendo respecte toujours la législation en matière de licence d'exportation puisque aucune police d'assurance n'est jamais émise sans remise d'une copie de la licence par l'exportateur à Credendo. Credendo confirme ne plus proposer de produits d'assurance pour de nouveaux dossiers d'exportation d'armes et d'équipements militaires à destination du Royaume d'Arabie Saoudite depuis 2017." Le ministre Dermagne n'a cependant rien indiqué concernant les dossiers d'exportation en cours concernant l'Arabie saoudite.⁴⁹

Le 7 novembre 2019, la chaîne de télévision Canal Z diffusait une interview au siège de l'entreprise John Cockerill du directeur-adjoint de Credendo, Nabil Jijakli, dans laquelle ce dernier déclarait que Credendo soutenait John Cockerill dans son développement vers l'étranger "à travers toutes [ses] solutions d'assurances."⁵⁰ Questionné par Amnesty International à propos d'éventuelles assurances pour l'exportation des tourelles-canon produites par l'entreprise John Cockerill dans le cadre de son contrat de sous-traitance portant sur la livraison de véhicules blindés légers à la Garde nationale saoudienne via le Canada, le dirigeant de Credendo avait répondu: "...je suis au regret de vous répondre que, en raison du secret professionnel auquel Credendo est astreint, il lui est interdit de mentionner sans leur accord le nom des clients, ainsi que des informations sur le contenu des contrats qu'ils font ou demandent à faire assurer chez Credendo... L'examen d'une éventuelle demande par Credendo se situe au niveau purement technique et non au niveau de l'opportunité politique."⁵¹ Questionné à propos de la position de Credendo vis-à-vis des exportations qui transitent par d'autres pays avant de rejoindre l'Arabie saoudite, le dirigeant de Credendo n'a pas répondu.⁵²

⁴⁶ *Le Soir*, "La diplomatie francophone est-elle en danger?," 4 février 2019, <https://plus.lesoir.be/204593/article/2019-02-04/la-diplomatie-francophone-est-elle-en-danger> (consulté le 23 juillet 2019).

⁴⁷ Email d'Olivier Gillet, Directeur du service "Contrôle licences, analyse politique étrangère," WBI, 23 juillet 2019.

⁴⁸ Credendo, "A propos de Credendo," sans date, <https://credendo.com/fr/propos-de-nous> (consulté le 16 mai 2023); *Le Soir*, "Credendo Group vise à la fois l'international et la proximité," 11 mai 2015, <https://www.lesoir.be/art/875324/article/economie/emploi/2015-05-11/credendo-group-vise-fois-l-international-et-proximite> (consulté le 16 mai 2023).

⁴⁹ La Chambre, "Les assurances Credendo," réponse du vice-premier ministre Dermagne à Wouter De Vriendt, 2 octobre 2021, <https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=grva&language=fr&cfm=grvaXml.cfm?legislat=55&dossierID=55-B064-1182-0577-2020202111785.xml> (consulté le 16 mai 2023).

⁵⁰ Canal Z, "Z-Exportation: Croissance ambitieux (sic) grâce aux projets durables 07/11/19," 7 novembre 2019, <https://canalz.levif.be/dossiers/z-exportation-croissance-ambitieux-grace-aux-projets-durables-07-11-19/video-normal-1213389.html> (consulté le 20 avril 2020).

⁵¹ Email de Nabil Jijakli, Deputy CEO, Credendo, 26 avril 2020.

⁵² Email à Nabil Jijakli, Deputy CEO, Credendo, 28 avril 2020.

Le 8 juin 2017, la Chambre des représentants adoptait une résolution demandant au gouvernement belge “de demander aux entités fédérées de mettre fin à l'importation, à l'exportation et au transit avec le Royaume d'Arabie saoudite de technologie et d'équipements militaires...; de tendre, sur la base d'un accord entre les Régions, vers un embargo aux niveaux de l'UE et des Nations unies sur l'importation, l'exportation et le transit avec l'Arabie saoudite de technologies et équipements militaires...; de mettre fin aux contacts commerciaux entre l'attaché de Défense belge et les autorités saoudiennes à propos de contrats avec l'industrie belge de la défense.” En outre, la résolution demande au gouvernement belge d'ordonner à Credendo Group, un groupe d'assurance-crédit détenu par l'État belge, “de ne plus offrir de produits d'assurances pour les dossiers d'exportation de la Belgique vers le Royaume d'Arabie saoudite de technologies et d'équipements militaires...tant que le Royaume d'Arabie saoudite ne réalise pas de progrès en matière de respect du droit international, en particulier des droits de l'homme.”⁵³

Utilisateur final et lutte contre le détournement

Interrogé le 17 mai 2022 par le député wallon Christophe Bastin à propos d'éventuelles exportations d'armes wallonnes qui auraient la Fédération de Russie comme utilisateur final, le ministre de l'Economie Borsus déclarait notamment: “...l'utilisateur final est toujours pris en compte dans les analyses de dossiers de licences d'exportation... Dans le processus d'évaluation des risques d'une demande de licence d'exportation de biens militaires, la question de l'utilisateur final est importante. Sans quoi, un biais viendrait potentiellement contourner les règles telles que fixées en matière d'exportation d'armes et d'embargo. Dans le cadre de l'analyse d'une demande de licence, le respect des huit critères issus de la Position commune du Conseil de l'Union européenne tels que fixés le 8 décembre 2008 est analysé. Ces critères exigent la prise en compte et l'examen de la destination finale et du destinataire final des produits. Le dossier de demande doit obligatoirement contenir ces éléments. En outre, le dossier de demande contient également des éléments visant à se prémunir de réexportations ultérieures non souhaitées. Il s'agit d'un engagement de non-réexportation repris sur le Certificat d'utilisateur final qui sera authentifié par le Département belge des affaires étrangères. Une analyse similaire est effectuée lorsqu'il s'agit d'un transfert de matériel militaire en intra-Union européenne, mais dont la destination finale se situe hors de l'Union européenne. À ce jour, aucune analyse n'a mis au jour des éléments attestant un risque ou des présomptions de détournement de matériel militaire vers la Russie par l'intermédiaire d'un pays tiers.”⁵⁴

Le 20 janvier 2020, en réponse à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans, le ministre-président ajoutait: “Il importe de préciser que la Wallonie exige toujours le certificat de vérification des livraisons ou, si obtenir ce dernier n'est pas possible, des documents pouvant offrir des garanties similaires, notamment les documents douaniers attestant l'importation dans l'État destinataire.”⁵⁵

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite a longtemps été la première destination des exportations d'armes wallonnes (voir section “[Exportations](#)” et éditions précédentes de *l'Observatoire des armes wallonnes*). Si la Région wallonne affirme aujourd'hui n'avoir plus accordé de licences d'exportations d'armes vers l'Arabie saoudite depuis 2019, les relations économiques avec ce pays ont cependant connu un temps fort à l'occasion d'une mission économique de l'AWEX

⁵³ Chambre des représentants de Belgique, “Résolution visant à reconsidérer la politique étrangère de la Belgique à l'égard du Royaume d'Arabie saoudite,” 8 juin 2017, <https://www.lachambre.be/doc/flwb/pdf/54/2055/54k2055011.pdf#search=%22doc> (consulté le 14 août 2019).

⁵⁴ Parlement de Wallonie, “Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie,” réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

⁵⁵ Parlement de Wallonie, “Les mécanismes de lutte contre le détournement d'armes,” réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 20 janvier 2020, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2019_2020/CRAC/crac67.pdf, page 25, (consulté le 21 janvier 2020).

qui y a eu lieu du 4 au 9 mars 2023. Cette mission a fait l'objet de plusieurs questions parlementaires.

Ainsi, répondant à une première question de la députée wallonne Hélène Ryckmans, le ministre de l'Economie Borsus a déclaré: "Je tiens tout d'abord à réaffirmer l'engagement du Gouvernement wallon dans les actions relatives au respect des droits humains, comme il l'est d'ailleurs mentionné explicitement dans la déclaration de politique régionale. Dans ce cadre, l'AWEx, outre son travail de promotion et de défense des intérêts économiques wallons à l'étranger, sensibilise également les entreprises au fait de se conformer aux principes directeurs promus par les Nations Unies. La sensibilisation des entreprises sera renforcée à la lumière du plan d'action national « entreprises et droit humain ». En effet, les entreprises wallonnes seront à présent invitées à consulter les rapports de l'organisation Transparency International sur leurs marchés de prospection, et cetera. De manière plus large, la stratégie mise en œuvre par la Wallonie vis-à-vis de l'Arabie saoudite a toujours été dictée par notre volonté de soutenir au mieux nos entreprises et nos opérateurs économiques, mais bien entendu dans le plus grand respect de la ligne politique belge et du droit international. Sur la question des participants, la mission ayant lieu dans plus d'un mois, il ne semble pas opportun de communiquer la liste des entreprises inscrites à l'heure actuelle. L'AWEx n'a d'ailleurs pas l'habitude de dévoiler la liste des inscrits à ses missions avant que celle-ci ne tombe dans le domaine public.⁵⁶ Je rappelle toutefois que ces sociétés sont actives dans 4 secteurs bien définis: la santé, le divertissement, l'énergie/environnement et la construction... Notre présence en Arabie saoudite est donc opportune; celle-ci permettra aussi de diffuser indirectement des messages importants et sera un outil favorable à la promotion des droits de l'Homme dans cette partie du monde."⁵⁷

Répondant à une deuxième question du député wallon Charles Gardier à propos de "L'augmentation des exécutions en Arabie saoudite," le ministre-président Di Rupo a notamment déclaré: "Selon l'AWEx, les données de 2022 tendent vers une augmentation des échanges, sans toutefois atteindre les niveaux de 2019. Les produits wallons les plus exportés en Arabie saoudite sont les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires ou encore les machines et équipements électriques."⁵⁸

Interrogé à nouveau, par écrit cette fois, par la députée Fatima Ahallouch, le ministre Borsus a ajouté: "Lors de la dernière mission économique en Arabie Saoudite en particulier, l'AWEx a répondu favorablement à une sollicitation d'Amnesty International qui a souhaité présenter la situation des droits de l'homme dans ce pays aux participants à la mission. Près de la moitié des inscrits Wallons ont ainsi décidé librement d'assister à cette présentation en ligne. Je souligne que ceci a été accueilli positivement par les représentants des différentes sociétés et que les échanges au cours de cette session ont démontré un intérêt certain de la part des entreprises wallonnes sur la situation des droits humains dans le pays... En ce qui concerne plus spécifiquement nos relations avec l'Arabie Saoudite, nous n'avons actuellement pas d'accord bilatéral...la dernière mission économique couvrait ainsi quatre secteurs spécifiques: le sport & divertissement, la construction, l'énergie et la santé. Les retours des entreprises à la suite de cette mission sont très encourageants, avec plusieurs contrats ayant été signés représentant des montants de plusieurs millions d'euros. Notons toutefois que les informations concernant ceux-ci restent soumises au secret des affaires."⁵⁹

⁵⁶ La liste des entreprises ayant participé est accessible via http://www.wallonia.be/sites/default/files/documents_lies/ARABIE_SAUDITE_2023_-_Brochure_des_participants.docx (consulté le 23 mai 2023).

⁵⁷ Parlement de Wallonie, "La mission de l'Agence wallonne à l'exportation (AWEx) en Arabie saoudite," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question orale d'Hélène Ryckmans, 30 janvier 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=118094> (consulté le 17 mai 2023).

⁵⁸ Parlement de Wallonie, "L'augmentation des exécutions en Arabie saoudite," réponse du ministre-président Di Rupo à une question d'actualité de Charles Gardier, 10 février 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=118591> (consulté le 17 mai 2023).

⁵⁹ Parlement de Wallonie, "La mission économique de l'AWEx en Arabie saoudite," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question orale de Fatima Ahallouch, 17 avril 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=118094> (consulté le 17 mai 2023).

Le 29 juin 2021, l'ambassade d'Arabie saoudite en Belgique tweetait: "S.E. #Dr_Khalid_ALJindan @KhalidJindan a rendu visite ce mardi 29-06-2021 au Premier Ministre-Président de la Wallonie. S.E #Elio_Di_Rupo@Elidirupo. Au cours de laquelle ils ont discuté des moyens de renforcer et de développer les relations bilatérales entre les deux pays."⁶⁰

Bahreïn

Le 14 février 2020, le Sénat de Belgique adoptait une résolution qui "demande aux gouvernements de ce pays...de n'octroyer aucune licence d'exportation vers Bahreïn de biens stratégiques qui pourraient être utilisés à des fins de violation des droits de l'homme."⁶¹

Burkina Faso

Le 23 septembre 2019, répondant à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans à propos de la présence d'armes wallonnes au Burkina Faso, le ministre-président Di Rupo déclarait: "...selon mes informations, la Wallonie n'exporte aucune arme au Burkina Faso. Aucune requête en traçabilité n'a d'ailleurs été déposée à ce sujet par les instances de l'ONU auprès de la Wallonie."⁶²

Colombie

Le 12 octobre 2020, en réponse à une question d'Hélène Ryckmans sur les droits humains en Colombie, le ministre-président Di Rupo a déclaré que la Région wallonne "suit avec grande attention l'évolution de la situation des droits humains au Pérou, en Équateur et en Colombie. Dans ce dernier pays en particulier, les signaux ne sont pas bons."⁶³

Egypte

Le 28 juin 2022, la députée wallonne Hélène Ryckmans s'inquiétait d'une mission de l'AWEX prévue en Egypte et dont l'objectif annoncé était de "booster les relations commerciales entre la Belgique et l'Egypte," et ce alors que "la situation des droits humains dans ce pays est catastrophique et ne fait que s'y dégrader." En réponse, le ministre de l'Economie Borsus évoquait "...la croissance fulgurante de nos ventes en Egypte, +300 %, qui devient désormais notre premier partenaire commercial sur le continent africain."⁶⁴

Le 19 octobre 2022, le magazine d'investigation *Médor* tweetait: "Et en ce moment, les agences belges de promotion des exportations sont en déplacement en Égypte. Les passes d'armes sur les exportations sensibles pourraient reprendre de plus belle."⁶⁵

Pourtant, le 2 juin 2020, le ministre-président Di Rupo déclarait que "les relations bilatérales entre la Wallonie et l'Egypte sont inexistantes," et ce suite à une autre question d'Hélène Ryckmans quant à l'exportation en 2018 vers l'Egypte de matériel de protection balistique. Le ministre-président avait alors assuré que "la Wallonie n'octroie plus de licence d'exportation pour du matériel militaire qui pourrait être susceptible d'être utilisé à des fins de répression interne en Egypte." La licence en question datait de 2018 et concernait, selon les propos du ministre-président, du "matériel de construction et des composants blindés pour une société égyptienne spécialisée dans la production et la distribution de machines de

⁶⁰ <https://twitter.com/KSAembassyBE/status/1409935877124595713>

⁶¹ Sénat de Belgique, "Proposition de résolution relative aux droits de l'homme à Bahreïn," 14 février 2020, <https://www.senate.be/www/?MIval=dossier&LEG=7&NR=142&LANG=fr> (consulté le 7 avril 2020).

⁶² Parlement de Wallonie, "La situation au Burkina Faso," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 23 septembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=92400> (consulté le 31 octobre 2019).

⁶³ Parlement de Wallonie, "La situation des droits humains en Colombie," réponse du ministre-président Di Rupo à Hélène Ryckmans, 12 octobre 2020, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2020_2021/CRAC/crac30.pdf (consulté le 23 avril 2021).

⁶⁴ Parlement de Wallonie, "La mission conjointe de l'Agence wallonne à l'exportation (Awex) en Egypte," réponse du ministre de l'Economie Borsus à Hélène Ryckmans, 28 juin 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric212.pdf (consulté le 17 mai 2023).

⁶⁵ https://twitter.com/Medor_mag/status/1582634282987663360

soudage et de coupage ainsi que de tôles en acier résistant"⁶⁶ (voir aussi section "[Exportations](#)").

Emirats arabes unis

Le 10 novembre 2022, répondant à une question du député wallon Jean-Luc Crucke à propos d'une mission économique de l'AWEX prévue aux Emirats arabes unis, le ministre de l'Economie Borsus déclarait notamment: "Les opportunités aux Émirats arabes unis sont multiples... la Wallonie compte un des pionniers en matière de technologie servant à produire ce type d'hydrogène à travers l'entreprise liégeoise John Cockerill..."⁶⁷ Le 21 février 2023, la société wallonne John Cockerill et la société Nimr (propriété du groupe de production d'armement émirati Edge) annonçaient la signature d'un accord de partenariat (voir sections "[Exportations](#)" et "[Production](#)").⁶⁸ Selon plusieurs sources, des véhicules Nimr ont été pris part au conflit au Yémen.⁶⁹

Le 3 juin 2020, réagissant à un communiqué d'Amnesty International intitulé "Commerce des armes: contre-vérités et omissions de la Région wallonne,"⁷⁰ le cabinet du ministre-président Di Rupo déclarait à l'agence de presse *Belga* que "la Wallonie n'exporte plus de matériel aux forces armées des Emirats Arabes Unis, en raison du risque de détournement..."⁷¹ Le 1^{er} mars 2021, en réponse à une question parlementaire de Christophe Bastin, le ministre-président Di Rupo déclarait: "...les Emirats arabes unis ont violé l'embargo à l'égard de la Libye par une attitude ouvertement offensive en juin 2017. Cette violation a conduit la Wallonie à adopter, contrairement à plusieurs autres pays européens, une attitude restrictive à l'égard des dossiers concernant ce pays. En effet, la Wallonie n'octroie plus de licence d'exportation définitive vers les destinataires émiratis susceptibles de détourner le matériel employé."⁷²

Plusieurs éditions précédentes de l'*Observatoire des armes wallonnes* ont documenté les réactions des ministres-présidents wallons successifs suite à la présence de mitrailleuses légères Minimi conçues par FN Herstal aux mains du groupe armé les "Brigades des Géants," entraîné et financé par les Emirats arabes unis.⁷³

Mexique

En réponse à l'enquête du journal *Le Soir* et de *Forbidden Stories* (voir section "[Exportations](#)") sur la présence d'armes wallonnes aux mains des cartels mexicains, le

⁶⁶ Parlement de Wallonie, "Les atteintes aux droits humains en Égypte," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 2 juin 2020, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2019_2020/CRIC/cric122.pdf, (consulté le 20 août 2020).

⁶⁷ Parlement de Wallonie, "La prochaine mission « énergie » de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEx) aux Émirats arabes unis (UAE) en janvier 2023," réponse du ministre de l'Economie Borsus à Jean-Luc Crucke, 10 novembre 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=116380> (consulté le 17 mai 2023).

⁶⁸ John Cockerill, "John Cockerill Défense signe un accord de partenariat stratégique avec NIMR (groupe EDGE)," 21 février 2023, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/john-cockerill-defense-signs-strategic-teaming-agreement-with-edge-group-entity-nimr/> (consulté le 8 mai 2023).

⁶⁹ *Janes*, "IAV 2019: Nimr continues to develop N35 vehicle," 25 janvier 2019, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/iaav-2019-nimr-continues-to-develop-n35-vehicle> (consulté le 11 mai 2023); *MENA Defense*, "(Additif) Le Nimr et l'expérience du feu au Yémen?," 22 juillet 2015, <https://www.menadefense.net/mideast/le-nimr-et-l-experience-du-feu-au-yemen/> (consulté le 11 mai 2023); *Army Recognition*, "new UAE NIMR N35 4x4 mine protected vehicle is now combat proven used in Yemen conflict," 9 février 2017, https://www.armyrecognition.com/february_2017_global_defense_security_army_news_industry/new_uae_nimr_n35_4x4_mine_protected_vehicle_is_now_combat_proven_used_in_yemen_conflict_10902171.html (consulté le 11 mai 2023).

⁷⁰ Amnesty International, "Commerce des armes: contre-vérités et omissions de la Région wallonne," 3 juin 2020, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/commerce-armes-verites-omissions-wallonie> (consulté le 27 avril 2021).

⁷¹ *Belga*, "Depuis juin 2017, la Wallonie n'exporte plus d'armes aux Emirats, assure Di Rupo (2)," 3 juin 2020.

⁷² Parlement de Wallonie, "La guerre au Yémen et les exportations d'armes en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis," réponse du ministre-président Di Rupo à une question parlementaire de Christophe Bastin, 1^{er} mars 2021, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2020_2021/CRIC/cric135.pdf (consulté le 27 avril 2021).

⁷³ Voir 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} éditions de l'*Observatoire des armes wallonnes*

ministre-président Di Rupo déclarait que "depuis 2014, suite à l'affaire de collusion de la police mexicaine dans le meurtre de 43 étudiants, les licences d'exportation ne sont octroyées qu'à l'armée mexicaine et pas à la police."⁷⁴

Russie

Le 17 mai 2023, le ministre de l'Economie Borsus déclarait en réponse à une question parlementaire du député wallon Christophe Bastin: "...je vous confirme qu'aucune exportation d'armes vers la Russie n'a eu lieu depuis 2014."⁷⁵

Le 24 février 2022, soit le jour où débutait l'agression russe contre l'Ukraine, le ministre-président Di Rupo avait "pris la décision de suspendre préventivement toutes les licences d'exportation de biens dits « double usage »⁷⁶ à destination de la Russie... Pour rappel, la Wallonie n'exporte aucune arme à la Russie en respect de l'embargo de l'Union européenne décrété en 2014 suite au conflit en Crimée."⁷⁷

Turquie

Le 13 octobre 2019, le ministre-président wallon Elio Di Rupo déclarait que depuis 2016, "aucune arme wallonne n'a été vendue au gouvernement turc, à sa police ou à son armée," ajoutant que le gouvernement "poursuivra bien entendu cette politique de refus de vendre des armes aux autorités turques."⁷⁸ Le 21 octobre 2019, en réponse à plusieurs questions parlementaires, il ajoutait: "A la suite du coup d'état manqué intervenu en juillet 2016, la Wallonie a révoqué plusieurs licences d'exportations à destination de la Turquie et opposé des refus à l'octroi de nouvelles licences. La politique actuelle est restée inchangée." Aucune licence n'avait été octroyée pour l'armée ou la police "en raison des risques d'utilisation en Syrie ou de répressions internes." Les licences octroyées en 2017 concernaient "pour la grande majorité le programme européen Airbus A400M."⁷⁹

Le 22 novembre 2021, réagissant à une question parlementaire du député wallon Nicolas Tzanetatos, le ministre-président Di Rupo déclarait: "Jusqu'à ce jour, et bien que la Wallonie ait une politique restrictive à l'égard de l'octroi de licences vers la Turquie, les licences dédiées au programme A400M n'ont pas été considérées comme problématiques. Les enjeux de ce dossier...ne se situent pas uniquement au niveau de l'octroi des licences d'exportation des composants. Les enjeux diplomatiques et de défense sont également importants. Il est dès lors difficile...de prendre une décision qui pourrait être préjudiciable aux partenaires de ce programme, qu'ils soient belges ou européens. Par ailleurs, la crédibilité de notre pays en matière de politique de défense européenne serait également questionnée. Dans ce contexte, cet été, j'ai envoyé un courrier au premier ministre demandant une concertation avec l'autorité fédérale et les deux autres Régions concernées...En ce qui concerne les licences à destination de la Turquie, la politique de la Wallonie reste inchangée depuis le coup d'État intervenu en

⁷⁴ *Le Soir*, "Mortel commerce d'armes avec le Mexique," 10 décembre 2020, <https://plus.lesoir.be/342731/article/2020-12-09/projet-cartel-des-armes-de-la-fn-sur-des-scenes-de-crime-au-mexique> (consulté le 23 avril 2021).

⁷⁵ Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

⁷⁶ Les biens à "double usage" sont des biens conçus à des fins civiles mais susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire.

⁷⁷ Elio Di Rupo Ministre-Président, "Le Gouvernement wallon décide de suspendre les licences d'exportation à double usage à destination de la Russie," 24 février 2022, <https://dirupo.wallonie.be/home/presse-actualites/communiques-de-presse1/presses/le-gouvernement-wallon-de-cide-de-suspendre-les-licences-d-exportation-des-biens-a-double-usage-a-destination-de-la-russie.html> (consulté le 16 mai 2023).

⁷⁸ *La Libre*, "Offensive turque en Syrie - La Wallonie a interrompu, dès 2016, les exportations d'armes vers la Turquie," 13 octobre 2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/offensive-turque-en-syrie-la-wallonie-a-interrompu-des-2016-les-exportations-d-armes-vers-la-turquie-5da36cca9978e22374dbb84c> (consulté le 21 octobre 2019).

⁷⁹ Parlement de Wallonie, "La vente d'armes à la Turquie," réponse du ministre-président Di Rupo à deux questions orales de Christophe Bastin et Hélène Ryckmans, 21 octobre 2019, https://www.youtube.com/watch?v=T4JGf_IKRe0&list=PLw92t1YotbteTgtol1Hry5CkbFt-EJrsm&t=5112s (consulté le 21 octobre 2019).

2016. Aucune licence n'est octroyée pour la police ni l'armée turque en raison de la répression interne dans le pays.⁸⁰ Dans sa réponse, le ministre-président réitérait ce qu'il avait déjà écrit à Amnesty International le 22 juillet 2021.⁸¹ Au moment de publier le présent rapport, aucune information n'était disponible sur les suites du courrier au premier ministre.

Le 27 octobre 2021, deux ONGs⁸² engageaient une action auprès du Conseil d'État contre le gouvernement flamand à propos de la fourniture de composants d'avions à la Turquie.⁸³ Le 9 février 2022, le Conseil d'État déclarait la requête irrecevable.⁸⁴

Des exportations d'armes vers la Turquie ont été enregistrées en 2017, 2018, 2019, 2020 et 2022 (voir section "[Exportations](#)").

Transparence

Rapports armes de la Région wallonne

Selon la Déclaration de politique régionale wallonne 2019-2024, "le Ministre compétent assurera d'initiative la transmission quadrimestrielle de rapports à la sous-commission concernée du Parlement de Wallonie. Les rapports détailleront les décisions d'octroi des licences d'exportation d'armes avec les mêmes précisions indiquées dans les rapports actuels. La sous-commission parlementaire respectera les conditions [mises] à l'examen de ces rapports."⁸⁵ Le 27 novembre 2019, le ministre-président Di Rupo a déclaré lors d'une réunion avec Amnesty International, que la sous-commission armes du Parlement wallon se réunirait bien sur une base quadrimestrielle mais que cela se ferait à huis-clos et que le compte-rendu de cette réunion ne serait pas rendu public.⁸⁶

Selon l'article 24 du décret de 2012 (voir section "[Politique](#)"), "Le Gouvernement remet annuellement au Parlement wallon rapport sur l'application du présent décret."⁸⁷ Egalement connus comme "rapports armes," les rapports annuels 2019, 2020 et 2021 sont disponibles en ligne sur le site internet du ministre-président Di Rupo. Par contre, les rapports antérieurs à 2019 n'y sont plus accessibles.⁸⁸

Dans une note d'analyse publiée en mars 2021, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) écrivait à propos des rapports armes: "...leur publication tardive (parfois plus d'un an après l'année concernée) permet rarement au parlement « d'assurer sa mission de contrôle et d'interpellation » et d'évaluer les décisions d'octroi de licences d'exportation en fonction du développement de la situation géopolitique et humanitaire...en date du 25 janvier 2021, aucun des trois derniers rapports quadrimestriels pour 2020 n'avait encore été présenté au Parlement wallon. De plus, ni les rapports quadrimestriels ni les comptes-rendus de réunion de la sous-commission ne sont ouverts au

⁸⁰ Parlement de Wallonie, "L'exportation wallonne de composants d'A400M vers la Turquie," réponse du ministre-Président Elio Di Rupo à une question orale de Nicolas Tzanetatos, 22 novembre 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=108183> (consulté le 5 mai 2023).

⁸¹ Lettre d'Elio Di Rupo, ministre-Président de la Région wallonne, à Philippe Hensmans, directeur général d'Amnesty International Belgique francophone, 22 juillet 2021.

⁸² CNAJD et Vredesactie (soutenues par Amnesty International).

⁸³ CNAJD, "Des organisations dénoncent les exportations d'armes flamandes vers la Turquie," 27 octobre 2021, <http://www.cnapd.be/des-organisations-denoncent-les-exportations-darmes-flamandes-vers-la-turquie/> (consulté le 18 mai 2023).

⁸⁴ *Observatoire des armes wallonnes*, 5^{ème} édition, 10 juin 2022.

⁸⁵ Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, pp.20-21, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

⁸⁶ Notes d'une réunion entre le ministre-président Di Rupo et Amnesty International, Namur, 27 novembre 2019.

⁸⁷ "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 11 mai 2023).

⁸⁸ Voir <https://dirupo.wallonie.be/home/publications.html> (consulté le 9 juillet 2019). Les rapports "armes" antérieurs à 2021 peuvent être consultés via <https://www.grip.org/rapports-disponibles-sur-le-site-officiel-du-gouvernement-wallon>.

public. Davantage de détails devraient également être fournis concernant les exportations réelles d'armes."⁸⁹

Le 31 décembre 2019, le ministre-président Di Rupo répondait à une question écrite: "Les éléments d'information précis relatifs aux licences d'exportation, y compris à destination des pays dits « sensibles », sont communiqués en sous-commission armes... Les rapports annuels font ensuite l'objet d'une publication officielle sur le site du Gouvernement wallon."⁹⁰

Le Rapport armes 2021 n'a été rendu public que le 21 décembre 2022.⁹¹ La sous-commission de contrôle des licences d'armes, réunie à huis-clos, a pu débattre du rapport annuel 2021 et des rapports trimestriels couvrant la période septembre 2021-avril 2022 le 19 décembre 2022,⁹² et du deuxième rapport trimestriel 2022 le 17 avril 2023.⁹³ Quant au Rapport armes 2022, il n'était pas encore disponible au moment d'écrire ces lignes.

Base de données de l'Union européenne

Le 23 octobre 2020, l'Union européenne mettait en ligne une base de données publique répertoriant les exportations d'armes des pays de l'UE depuis 2013, et ce sur base des chiffres fournis par les États membres.⁹⁴ Cette plateforme précise qu'"en raison des différences de collecte et de traitement des données entre les autorités compétentes, la Belgique n'est actuellement pas en mesure de fournir des données sur les exportations réelles."⁹⁵

Rapports relatifs au Traité sur le commerce des armes

La Belgique a soumis ses rapports relatifs aux années 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 conformément à ses obligations en vertu de l'article 13 du Traité sur le commerce des armes. *ATT Monitor*, un mécanisme de suivi du Traité sur le commerce des armes basé sur la société civile, note que "La Belgique a déclaré des valeurs cumulées pour ses exportations et ses importations d'armes de petit calibre, de sorte qu'il est impossible de déterminer la valeur des sous-catégories d'armes de petit calibre concernées."⁹⁶

Autres mécanismes

D'après le "Small Arms Trade Transparency Barometer" sur la transparence des pays vis-à-vis du commerce des armes, la Belgique avait un score de 15,5/25 en 2022, en baisse de 1,5 points par rapport à l'année 2021.⁹⁷ Selon *Small Arms Survey*, "seul le rapport de la Flandre fournit des informations désagrégées sur les exportations de pistolets, de revolvers,

⁸⁹ GRIP, "Les angles morts du contrôle des exportations d'armes de la Région wallonne. Analyse du « Rapport Armes », 5 mars 2021, <https://www.grip.org/les-angles-morts-du-controle-des-exportations-darmes-de-la-region-wallonne-analyse-du-rapport-armes/> (consulté le 11 mai 2023).

⁹⁰ Parlement de Wallonie, "Les licences d'exportation d'armes de Mekar," réponse du ministre-président Di Rupo à une question écrite de François Desquesnes, 31 décembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=93045>, (consulté le 23 janvier 2020).

⁹¹ Elio Di Rupo Ministre-Président, "Publications," <https://dirupo.wallonie.be/home/publications.html> (consulté le 1er mai 2023).

⁹² Parlement de Wallonie, "Sous-commission de contrôle des licences d'armes. Convocation," 19 décembre 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2022_2023/ODJC/odjc90.pdf (consulté le 11 mai 2023).

⁹³ Parlement de Wallonie, "Sous-commission de contrôle des licences d'armes. Bulletin des travaux," 17 avril 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2022_2023/BT/bt154.pdf (consulté le 11 mai 2023).

⁹⁴ European Union External Action Service, "Arms exports control: launch of online database increasing transparency on EU arms exports," 26 octobre 2020, https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/87534/arms-exports-control-launch-online-database-increasing-transparency-eu-arms-exports_en (consulté le 11 mai 2023).

⁹⁵ European Union External Action, "EU Member States Notes," base de données en ligne du COARM, <https://webgate.ec.europa.eu/eeasgap/sense/app/75fd8e6e-68ac-42dd-a078-f616633118bb/sheet/93b40ae0-67f6-4e57-b2eb-5ee39d90764e/state/analysis> (consulté le 11 mai 2023).

⁹⁶ Control Arms, *Rapport 2022 ATT Monitor*, 22 août 2022, https://attmonitor.org/wp-content/uploads/2022/08/ATT_Monitor-Report-2022_FRE.pdf (consulté le 11 mai 2023), p.73.

⁹⁷ *Small Arms Survey*, "The Small Arms Trade Transparency Barometer 2022," sans date, <https://smallarmssurvey.org/sites/default/files/SAS-Transparency-Barometer-2022.pdf> (consulté le 11 mai 2023); *Small Arms Survey*, "Table 1 Small Arms Trade Transparency Barometer 2021, covering top and major exporter activities in 2018," sans date, <https://smallarmssurvey.org/sites/default/files/SAS-TB21-table-with-notes.pdf> (consulté le 11 mai 2023).

d'armes à feu militaires et de munitions. La Belgique ne reçoit donc pas de points pour ces informations dans le baromètre.⁹⁸

Quant au rapport de la Belgique au Registre des Nations Unies sur les armes conventionnelles (UNROCA), le rapport 2021 ne mentionne que l'exportation de deux engins, un vers l'Espagne et un vers la Pologne.⁹⁹

Production

Emploi

Selon le GRIP, la Région wallonne compte 47 "entreprises de l'industrie de l'armement" employant au total 3.604 personnes.¹⁰⁰ Les poids lourds du secteur comprennent: FN Herstal (1.438 emplois¹⁰¹), John Cockerill (374 emplois¹⁰²), Mecar (251 emplois¹⁰³), Thales Belgium (267 emplois¹⁰⁴), ainsi que SONACA (1.419 emplois¹⁰⁵). Dans une note d'analyse publiée en août 2018, le GRIP présentait une méthodologie permettant d'estimer "l'emploi total qui sera créé [par le secteur de l'armement] dans l'ensemble de l'économie belge (dans l'entreprise, chez les fournisseurs et par la consommation des ménages)."¹⁰⁶ Pour la Région wallonne, le GRIP estimait ce chiffre à 9.191 emplois.¹⁰⁷

Diversification

En septembre 2019, dans sa Déclaration de politique régionale 2019-2024, la nouvelle majorité wallonne écrivait: "La R&D menée au sein des entreprises de la défense en Wallonie visera aussi à diversifier les risques dans leurs activités. Dans toute la mesure du possible, ces activités doivent également porter sur la transition écologique... Afin de leur garantir une meilleure stabilité, la Wallonie poursuivra et renforcera le processus d'accompagnement des entreprises du secteur de l'armement en vue de diversifier leurs productions et leur clientèle."¹⁰⁸

Le 26 juin 2022, le député wallon Christophe Bastin questionnait le ministre de l'Economie Borsus "sur l'état d'avancement" de la diversification du secteur de l'armement. En

⁹⁸ *Small Arms Survey*, "Trade Update 2019: Transfers, Transparency, and South-east Asia Spotlight," décembre 2019, p.94, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-Trade-Update-2019.pdf> (consulté le 11 mai 2023).

⁹⁹ UNROCA, "UNROCA original report Belgium 2021," <https://www.unroca.org/belgium/report/2021/> (consulté le 11 mai 2023).

¹⁰⁰ GRIP, "Base de données de l'industrie de l'armement en Belgique," https://production.grip.org/toutes-les-entreprises?field_entreprise_region_tid=71&field_secteurs_taxo_tid=All (consulté le 8 mai 2023).

¹⁰¹ Ce chiffre concerne les équivalents temps plein employés en 2021. FN Herstal, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁰² Ce chiffre concerne les équivalents temps plein employés en 2021 au sein de John Cockerill Defense. John Cockerill Defense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, avril 2022, <https://cri.nbb.be> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁰³ Ce chiffre concerne les équivalents temps plein employés en 2021. Mecar, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁰⁴ Ce chiffre concerne les équivalents temps plein employés en 2021. Thalès Belgium, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁰⁵ Selon le GRIP, 30% de l'activité de SONACA concerne l'armement. Le chiffre cité concerne l'"Effectif moyen du personnel en Belgique" du Groupe SONACA. Sonaca Consolidé, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://cri.nbb.be> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁰⁶ GRIP, "L'effet multiplicateur d'emploi du secteur de l'armement en Belgique," 24 août 2018, <https://grip.org/leffet-multiplicateur-demploi-du-secteur-de-larmement-en-belgique-2/> (consulté le 6 mai 2021).

¹⁰⁷ GRIP, "Base de données de l'industrie de l'armement en Belgique," <https://production.grip.org/donn%C3%A9es-socio-%C3%A9conomiques#emploi> (consulté le 6 mai 2021).

¹⁰⁸ Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, pp.20-21, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

réponse, le ministre évoquait: "...deux initiatives liées à la promotion du « dual use »...l'appel à projets...[qui] consiste en une intervention à hauteur de 35 millions d'euros pour les projets sélectionnés. D'autre part, dans le cadre du programme OTAN appelé « DIANA » (Defence Innovation Accelerator for the North Atlantic) le centre de tests (Cyberwal/Trail) et l'accélérateur (WSL) wallon qui ont été sélectionnés par l'OTAN... C'est également le cas du Fonds d'innovation OTAN, auquel nous envisageons de participer...En 2021, FN Herstal a consacré 12,7 % de son chiffre d'affaires à la R&D... La ligne de production de cartes électroniques inaugurée récemment est un parfait exemple de la mise en œuvre de cette stratégie, car ces cartes électroniques...serviront aussi bien à des fins militaires qu'à nombre d'applications civiles...les petites séries de cartes souvent demandées par les PME et difficiles à obtenir en Asie, notamment à Taïwan, seront désormais produites en Wallonie. Enfin, en matière de diversification de marchés, la FN met davantage l'accent sur l'Europe, comme en témoignent ses deux récents succès dans la participation au programme belgo-néerlandais MCM-V de chasseurs de mines (fourniture de stations téléopérées) et au programme CAMO (fourniture de tourelleaux sur les blindés acquis par la Défense belge)."¹⁰⁹

Le 11 avril 2023, le député wallon Jean-Luc Crucke questionnait à nouveau le ministre Borsus concernant "Le défi de diversification des marchés de la FN Herstal et l'appel à projets du 17 juin 2022." En réponse, le ministre écrivait: "L'objectif est de renforcer leur positionnement dans l'écosystème belge et européen de la défense en contribuant à accroître significativement leur excellence dans les thématiques prioritaires pour le secteur tout en favorisant leur transition numérique, énergétique ou verte dans une optique de diversification des risques dans leurs activités et d'accroissement de leur compétitivité... La part budgétaire allouée à la diversification devrait correspondre à 40 % du budget total de l'appel, soit 14 000 000,00 euros." Suivait une description des sept projets financés et des acteurs impliqués, notamment: FN Herstal, John Cockerill Défense et Thalès Belgium. Et le ministre Borsus de conclure: "...ma conviction est que la Wallonie doit à l'avenir amplifier son soutien au secteur de la Défense compte tenu de l'importance cruciale de son rôle et de ses missions, mais aussi eu égard aux emplois directs et indirects qu'il génère en Wallonie."¹¹⁰

FN Herstal

Le Bilan 2021 de FN Herstal révèle un chiffre d'affaires de 250.019.379€, en diminution (-7%) par rapport à 2020, ainsi qu'une perte de 15.972.899€ (perte de l'exercice avant impôts: 36.155.192€). Le conseil d'administration attribue cette perte à plusieurs facteurs, dont "La restriction sur certaines licences d'exportation dues aux tensions géopolitiques mondiales."¹¹¹

En février 2023, plusieurs médias rapportaient un détournement "d'environ 15 millions d'euros" par un ancien employé du service achat. Selon *Le Soir* du 1^{er} février 2023, "Jean-Thomas M. a été licencié la semaine dernière pour faute grave... Il faisait partie du service des achats de la fabrique d'armes liégeoise et s'y occupait d'achats de pièces pour la production auprès d'un certain nombre de fournisseurs. Au sein de l'entreprise, il était connu pour ne pas respecter les procédures très scrupuleusement et, aussi, pour mener un grand train de vie. Au final, sur base de fausses commandes, il se serait enrichi de plus d'une dizaine de millions d'euros au cours de la quinzaine d'années qu'il a passée à la FN. Il était également

¹⁰⁹ Parlement de Wallonie, "L'objectif de diversification du secteur de l'armement dans la Déclaration de politique régionale," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question écrite de Christophe Bastin, 12 juillet 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=113553> (consulté le 8 mai 2023).

¹¹⁰ Parlement de Wallonie, "L'objectif de diversification du secteur de l'armement dans la Déclaration de politique régionale," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question écrite de Jean-Luc Crucke, 27 avril 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=120371> (consulté le 8 mai 2023).

¹¹¹ FN Herstal, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 8 mai 2023).

connu pour être agent de joueurs de football."¹¹² Une semaine plus tard, *Le Soir* ajoutait que la Région wallonne, actionnaire à 100 % via son outil économique Wallonie Entreprendre, "avait décidé mercredi « d'inviter » trois membres de l'actuel conseil d'administration à démissionner."¹¹³ Réagissant à deux questions parlementaires des députés wallons André Antoine et Olivier Bierin, le ministre de l'Economie Borsus déclarait: "...à la suite de suspicions de fraude constatée au sein du département Achats de la FN Herstal, la direction de l'entreprise a décidé de mettre en place un audit forensique... L'analyse des échantillonnages effectuée dans le temps imparti n'a pas démontré de fraude autre que le système présumé mis à jour par les équipes du département Achats de la FN Herstal en janvier 2023. Les investigations seront toutefois poursuivies afin de disposer de la vue la plus exhaustive possible...l'entreprise dispose aujourd'hui de tous les outils permettant aux travailleurs de signaler, le cas échéant anonymement, de potentielles violations de réglementations, quelles qu'elles soient, visées par la loi belge sur les lanceurs d'alerte."¹¹⁴

Le 13 février 2023, *Le Soir* titrait "Le change fait perdre 23 millions d'euros à la FN Herstal. Le Groupe FN Herstal se dit dépassé par l'effet de la guerre en Ukraine sur la parité euro-dollar. Ses ventes et une partie de la production se faisant en dollar, la stratégie de protection du risque s'est avérée inadaptée."¹¹⁵

Dans un article du 11 février 2023 intitulé "FN Herstal, l'histoire d'une entreprise hors de contrôle," *L'Echo* écrit: "À la FN Herstal, le culte du secret était érigé en art de vivre. Il a fallu attendre 2022 pour que soit mis en place un système de contrôle, qui a permis de démasquer une fraude de 15 millions d'euros démarrée en 2014." S'appuyant sur plusieurs documents de la FGTB, "très présente et puissante au sein de la fabrique d'armes," *L'Echo* pointe notamment "des problèmes de gouvernance" et le refus répété pendant près de cinq années de créer "une fonction d'audit interne." *L'Echo* ajoute, citant un courrier à la direction de la FN Herstal daté de février 2017: "La FN Herstal est déchirée par des querelles de personnes. Elle est une sorte de royaume féodal où les individualités de quelques barons s'opposent sans aucun souci de l'intérêt général."¹¹⁶

Le 29 décembre 2020, la *RTBF* s'interrogeait: "Faut-il s'attendre à des rebondissements dans l'enquête judiciaire sur d'éventuelles commissions et rétrocommissions occultes dans des contrats saoudiens ?"¹¹⁷ Le 22 mars 2021, le quotidien en ligne *L-Post* écrivait: "L'enquête du juge Frédéric Frenay concernant l'agent Gustave Joassart révèle des versements en Suisse et des commissions allant jusqu'à 57% des contrats. La pratique laisse penser à de la corruption." *L-Post* ajoutait: "D'après plusieurs administrateurs, les contrats concernant l'Arabie Saoudite seraient gérés par l'actuel administrateur délégué Philippe Claessens. L'homme, qui fuit la presse comme la peste, avait succédé à Gustave Joassart dans la gestion des contrats avec l'Arabie Saoudite. Il serait donc au courant de tout ce qui s'y est tramé, mais impossible de lui tirer les vers du nez. Dans le cadre de leurs investigations

¹¹² *Le Soir*, "FN Herstal: une dizaine de millions d'euros ont été détournés en interne," 1^{er} février 2023, <https://www.lesoir.be/492611/article/2023-02-01/fn-herstal-une-dizaine-de-millions-deuros-ont-ete-detournes-en-interne> (consulté le 11 mai 2023).

¹¹³ *Le Soir*, "FN Herstal: la Région refuse une «sortie honorable» pour Laurent Levaux," 9 février 2023, <https://www.lesoir.be/494304/article/2023-02-09/fn-herstal-la-region-refuse-une-sortie-honorable-pour-laurent-levaux> (consulté le 10 mai 2023).

¹¹⁴ Parlement de Wallonie, "Les premiers résultats des audits menés au sein de la FN Herstal," réponse du ministre de l'Economie Borsus à deux interpellations d'André Antoine et Olivier Bierin, 18 avril 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=31&iddoc=120694> (consulté le 10 mai 2023).

¹¹⁵ *Le Soir*, "Le change fait perdre 23 millions d'euros à la FN Herstal," 13 février 2023, <https://www.lesoir.be/494922/article/2023-02-13/le-change-fait-perdre-23-millions-deuros-la-fn-herstal#:~:text=Le%20Groupe%20FN%20Herstal%20se,risque%20s%27est%20av%C3%A9r%C3%A9e%20inadap%C3%A9e> (consulté le 11 mai 2023).

¹¹⁶ *L'Echo*, "FN Herstal, l'histoire d'une entreprise hors de contrôle," 11 février 2023, <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/fn-herstal-l-histoire-d-une-entreprise-hors-de-contrôle/10446655.html> (consulté le 9 mai 2023).

¹¹⁷ *RTBF*, "Que se passe-t-il à la tête de la Fabrique Nationale de Herstal ?," 29 décembre 2020, https://www.rtf.be/info/regions/liege/detail_que-se-passe-t-il-a-la-tete-de-la-fabrique-nationale-de-herstal?id=10662826 (consulté le 19 mai 2021).

dans le dossier Joassart, les enquêteurs ont découvert des commissions versées par la FN-Herstal à des sociétés en Suisse dont une dénommée DURANTON (près de 7 millions de dollars) et une autre Apollo (22 millions de dollars).¹¹⁸ Le 24 mars 2021, *Belga* rapportait que deux dirigeants de FN Herstal avaient été auditionnés concernant "des livraisons d'armes à l'Arabie saoudite dans le cadre d'une enquête en cours sur la famille Joassart, initiée à la suite du décès du courtier indépendant en armes Gustave Joassart Jr. Il y est notamment question de soupçons de surfacturation de contrats."¹¹⁹ Le 30 mars 2021, en réponse à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans, le ministre de l'Economie Borsus déclarait: "On parle donc ici de faits qui se seraient produits – j'emploie bien sûr le conditionnel, comme il se doit – il y a de l'ordre de plus de 25 ans."¹²⁰ Le 15 février 2023, *L-Post* écrivait: "Selon nos informations, les investigations liées au dossier de l'ancien courtier, Gustave Joassart, menées pour savoir si la FN Herstal ou ses anciens dirigeants ont pu bénéficier du système mis en place par l'ex-agent commercial de l'entreprise ont été classées sans suite."¹²¹

Le 4 octobre 2022, *La Libre* évoquait "la création de nouvelles lignes de production de petites munitions dites intelligentes à la FN Herstal," et ce suite au déblocage par le gouvernement fédéral d'une enveloppe de 1,8 milliard d'euros d'ici à 2030 "pour permettre aux entreprises belges [d'armement] de prendre le train des nouveaux développements technologiques et industriels... La Défense garantira des commandes auprès de la FN, laquelle s'engage à lui fournir les munitions dont elle a besoin... Deux ou trois lignes de production verront le jour dans l'usine de Zutendaal (Limbourg) de la FN, en fonction des demandes des pays partenaires. Il s'agit de munitions pour armes de poing et fusils-mitrailleurs de petit calibre."¹²²

Le 2 mars 2023, le magazine d'investigation *Médor* publiait une enquête intitulée "À l'Ouest d'Herstal, Le business ambigu des armes wallonnes aux États-Unis." *Médor* y décrit comment la filiale américaine du Groupe Herstal, FN America, met des armes d'inspiration militaire sur le marché civil américain.¹²³

Dans un article du 19 décembre 2022, la *RTBF* cite une source à la FN Herstal selon laquelle: "La FN Herstal n'a pas eu de nouvelle activité en Arabie saoudite en 2021 et 2022."¹²⁴

¹¹⁸ *L-Post*, "Exclusif: Curieux versements et commissions d'agents anormales à la FN-Herstal," 22 mars 2021, <https://lpost.be/2021/03/22/exclusif-curieux-versements-et-commissions-dagents-anormales-a-la-fn-herstal/> (consulté le 19 mai 2021). L'article de *L-Post* peut également être consulté en accès libre via <https://www.ln24.be/2021-03-22/curieux-versements-et-commissions-dagents-anormales-la-fn-herstal> (consulté le 10 mai 2023).

¹¹⁹ *Belga*, "FN Herstal: Jean-Sébastien Belle et Laurent Levaux entendus par le juge liégeois Frenay," 24 mars 2021, https://www.rtbf.be/info/regions/detail_fn-herstal-jean-sebastien-belle-et-laurent-levaux-entendus-par-le-juge-liegeois-frenay?id=10726484 (consulté le 19 mai).

¹²⁰ Parlement de Wallonie, "L'enquête financière sur les commissions occultes à la FN Herstal," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question écrite d'Hélène Ryckmans, 30 mars 2021, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=103562> (consulté le 11 mai 2023).

¹²¹ *L-Post*, "Armement: la FN Herstal blanchie dans l'affaire Joassart," 15 février 2023, <https://lpost.be/2023/02/15/armement-la-fn-herstal-blanchie-dans-laffaire-joassart/> (consulté le 11 mai 2023).

¹²² *La Libre*, "La FN Herstal va créer des nouvelles lignes de production pour des munitions dites intelligentes au bénéfice de la Défense," 4 octobre 2022, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/10/04/la-fn-herstal-va-creer-des-nouvelles-lignes-de-production-pour-des-munitions-dites-intelligentes-au-benefice-de-la-defense-3IGWQ37Z5JBUNCHKYE767UXYIE/> (consulté le 11 mai 2023).

¹²³ *Médor*, "À l'Ouest d'Herstal, Le business ambigu des armes wallonnes aux États-Unis," 2 mars 2023, <https://medor.coop/magazines/medor-n30-hiver-2023-2024/a-louest-dherstal-armes-usa-tueries-fn-herstal-ultradoite/?full=1> (consulté le 18 mai 2023).

¹²⁴ *RTBF*, "Le Scan: quelle est la part du marché saoudien dans les ventes d'armes de la FN Herstal?," 19 décembre 2022, <https://www.rtbf.be/article/le-scan-quelle-est-la-part-du-marche-saoudien-dans-les-ventes-d-armes-de-la-fn-herstal-11125809> (consulté le 9 mai 2023).

John Cockerill¹²⁵

Selon le rapport d'activité 2021 de la branche Defense de John Cockerill, le chiffre d'affaires 2021 s'élève à 243,785 millions d'euros, soit une diminution de 110,501 millions (31%) par rapport à 2020.¹²⁶

John Cockerill poursuit, "L'année 2021 a vu la dernière tourelle du programme AB sortir des ateliers de John Cockerill Defense." Le programme "AB" désigne un contrat de sous-traitance d'un montant de "5 milliards de dollars"¹²⁷ conclu en 2014 avec la société canadienne GDLS pour équiper 701 véhicules blindés destinés à l'Arabie saoudite de tourelles-canon John Cockerill.¹²⁸ Toujours selon John Cockerill: "Le contrat AB aura été le plus grand programme d'équipement de défense terrestre des 20 dernières années. Son exécution sans faille constitue un succès à la fois humain, technologique et financier."¹²⁹ Sous la rubrique "Engagements résultant de garanties techniques attachées à des ventes ou prestations déjà effectuées", ledit rapport évoque quatre garanties pour le "projet AB" dont une "garantie BNP" d'un montant de 2.163.417€ et une "garantie SOGEN" d'un montant de 222.589€.¹³⁰

Le contrat n'est cependant pas terminé car: "Le contrat AB comporte un volet Support, dont le plan « Formations » a été démarré fin 2020 et s'est poursuivi tout au long de l'année 2021 dans [le] centre de formation international à Commercy (Meuse, France), le Cockerill Campus."¹³¹ Selon *Janes*, ce "volet Support" sera fourni sur une période "beaucoup plus longue."¹³² Le 2 juillet 2020, la section française d'Amnesty International publiait une enquête sur le "Cockerill Campus" qui "détaille la manière dont la France a favorisé et soutenu financièrement comme politiquement l'implantation, sur notre territoire, d'un campus destiné à former des militaires saoudiens."¹³³ Suite à une question écrite du sénateur Joël Labbé, ledit ministère français des armées a reconnu après plusieurs mois que l'entraînement de militaires saoudiens avait bien lieu au Campus Cockerill situé à Commercy.¹³⁴ La direction du Cockerill Campus comprend depuis peu un ancien responsable du ministère français des armées.¹³⁵

En mars 2022, John Cockerill présentait en Arabie saoudite un nouveau véhicule blindé hybride i-X, et ce dans le cadre d'un salon de l'armement dénommé "World Defense Show." D'après l'entreprise, l'i-X a été conçu "pour répondre à certains besoins dans la région du Moyen-Orient, essentiellement au vu des distances à couvrir et des menaces auxquels ces pays font face."¹³⁶ L'i-X est équipé d'une tourelle 25mm. Son châssis proviendrait "d'une

¹²⁵ Cockerill Maintenance & Ingénierie (CMI) fut renommé John Cockerill en mai 2019. Dans un souci de cohérence, l'*Observatoire des armes wallonnes* fait référence à la société en tant que John Cockerill sauf lorsqu'il s'agit d'une citation où le nom CMI est utilisé.

¹²⁶ John Cockerill Defense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, avril 2022, <https://cri.nbb.be> (consulté le 8 mai 2023), p.46.

¹²⁷ *L'Echo*, "CMI décroche un contrat de 5 milliards en Arabie saoudite," 28 août 2014, <https://www.lecho.be/entreprises/industries-de-base/cmi-decroche-un-contrat-de-5-milliards-en-arabie-saoudite/9538447.html> (consulté le 5 juillet 2019).

¹²⁸ Pour plus d'informations, voir *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2023.

¹²⁹ John Cockerill Defense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, avril 2022, <https://cri.nbb.be> (consulté le 8 mai 2023), p.46.

¹³⁰ Les deux autres garanties évoquées sont une "garantie FAB" et une "garantie GULF." John Cockerill Defense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, avril 2022, <https://cri.nbb.be> (consulté le 23 mai 2023), p.35.

¹³¹ John Cockerill, "Conférence de presse, Résultats 2021, Ambitions 2022-2025," 18 février 2022, <https://johncockerill.com/wp-content/uploads/2022/02/20220218-presse-cp-john-cockerill-resultats-2021-et-ambitions-2025-comprese.pdf> (consulté le 8 mai 2023).

¹³² *Janes Defence Weekly*, "New Saudi LAVs to come with Cockerill turrets," 7 janvier 2016, <https://world-defense.com/threads/new-saudi-lavs-to-come-with-cockerill-turrets.3455/> (consulté le 23 avril 2020).

¹³³ Amnesty International, "La France, terre d'accueil," 2 juillet 2020, <https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/revelations-en-france-un-centre-de-formation-pour-des-soldats-saoudiens> (consulté le 3 juin 2021).

¹³⁴ Sénat français, "Commerce des armes et formation de militaires saoudiens sur le territoire national," réponse du Ministère des armées à une question écrite de Joël Labbé, 11 février 2021, <https://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200717510.html> (consulté le 9 juin 2021).

¹³⁵ Email d'Aymeric Elluin, Chargé de plaidoyer, Amnesty International France, 23 mai 2023.

¹³⁶ *Forces Operations Blog*, "IDEX 2023: rapprochement John Cockerill Defense-NIMR autour de l'i-X," 27 février 2023, <https://www.forcesoperations.com/idx-2023-rapprochement-john-cockerill-defense-nimr-autour-de-li-x/> (consulté le 23 mai 2023).

société dont le nom n'a pas été révélé qui l'a développé pour le rallye Paris-Dakar." Selon *European Defence Review*, ce véhicule doté d'un système de traitement de données "avec des algorithmes basés sur l'Intelligence Artificielle" a été développé avec l'aide d'un financement de la Région wallonne.¹³⁷ Selon *Forces Operations Blog*, "...l'i-X pourrait servir de support pour le projet IRIS, lui aussi soutenu par la région wallonne... Un outil de détection mais aussi d'identification et de suivi, et susceptible à terme d'établir des priorités et de suggérer une action au tireur grâce à l'ajout d'une intelligence artificielle."¹³⁸ John Cockerill évoque à ce propos l'établissement d'un partenariat avec Nimr,¹³⁹ une société détenue par le groupe d'Etat émirati Edge, qui pourrait conduire "prochainement" à la création d'une co-entreprise "probablement de droit émirati" (voir aussi section "[Exportations](#)").¹⁴⁰

D'après son site internet, la branche Defense de John Cockerill "est implantée en Belgique, en France, en Espagne, aux États-Unis, en Arabie Saoudite, au Brésil, en Pologne, aux Emirats Arabes Unis et à Singapour."¹⁴¹ La société est enregistrée en Arabie saoudite sous le nom de CMI Defence LLC. Selon *Bizmideast*, son domaine d'activité est: "Tracteurs et matériel agricole."¹⁴²

Parmi les membres du conseil d'administration de John Cockerill, on compte notamment Jean-Pol Poncelet et Gérard Longuet, respectivement ex-ministres de la défense belge et français.¹⁴³ Répondant à Amnesty International à propos du Cockerill Campus, Gérard Longuet avait notamment déclaré: "Quand la France vend des Rafale, en Inde, ce n'est pas pour le défilé du 14 Juillet local, c'est pour transformer les gens en charbon de bois."¹⁴⁴

Mecar

Selon le site de l'entreprise, "Mecar est une filiale à 100% de Nexter Systems S.A., une société française de systèmes de défense, suite à son acquisition en mai 2014."¹⁴⁵ Le 2 novembre 2021, Nexter annonçait un regroupement de ses trois filiales, Nexter Munitions, Simmel Difesa et Mecar, sous une marque unique nommée Nexter Arrowtech.¹⁴⁶

Cité par le magazine *Médor* dans son enquête du 31 août 2022, le ministre-président wallon Di Rupo déclarait: "...le commerce avec l'Arabie saoudite monte... jusqu'à... 60 % pour Mecar."¹⁴⁷ Et dans son bilan 2021, Mecar écrit: "La société est systématiquement soumise au risque de non-obtention ou de retrait de licences d'exportations suite à des événements

¹³⁷ *EDR on-line*, "Cockerill i-X: a ground interceptor with Paris-Dakar DNA," 7 mars 2022, <https://www.edrmagazine.eu/cockerill-i-x-a-ground-interceptor-with-paris-dakar-dna> (consulté le 8 mai 2023).

¹³⁸ *Forces Operations Blog*, "WDS 2022: le concept Cockerill i-X de John Cockerill Defense, du rallye-raid à l'« intercepteur terrestre »," 8 mars 2022, <https://www.forcesoperations.com/wds-2022-li-x-de-john-cockerill-defense-du-rallye-raid-a-l-intercepteur-terrestre/> (consulté le 8 mai 2023).

¹³⁹ John Cockerill, "John Cockerill Defense signe un accord de partenariat stratégique avec NIMR (groupe EDGE)," 21 février 2023, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/john-cockerill-defense-signs-strategic-teaming-agreement-with-edge-group-entity-nimr/> (consulté le 23 mai 2023).

¹⁴⁰ *Forces Operations Blog*, "IDEX 2023: rapprochement John Cockerill Defense-NIMR autour de l'i-X," 27 février 2023, <https://www.forcesoperations.com/idx-2023-rapprochement-john-cockerill-defense-nimr-autour-de-li-x/> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁴¹ John Cockerill, "Defense," sans date, <https://johncockerill.com/en/defense/> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁴² *Bizmideast*, "سي ال ال ديفينس أي ام سي CMI Defence LLC," <https://www.bizmideast.com/SA/cmi-defence-llc-%D8%B3%D9%8A-%D8%A7%D9%85-%D8%A3%D9%8A-%D8%AF%D9%8A%D9%81%D9%8A%D9%86%D8%B3-%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84-011-400-1245> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁴³ John Cockerill, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2021, avril 2022, <https://cri.nbb.be> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁴⁴ Amnesty International, "La France, terre d'accueil," 2 juillet 2020, <https://www.amnesty.fr/contrôle-des-armes/actualites/revelations-en-france-un-centre-de-formation-pour-des-soldats-saoudiens> (consulté le 11 mai 2023).

¹⁴⁵ Mecar, "The company," sans date, <http://www.mecar.be/> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁴⁶ *Observatoire des armes wallonnes*, cinquième édition, 10 juin 2022.

¹⁴⁷ *Médor*, "Armes belges vers l'Arabie Saoudite: exporter coûte que coûte," 31 août 2022, <https://medor.coop/nos-coups-nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-belges-vers-larabie-saoudite-exporter-coute-que-coute-querre-yemen-wallonie-industrie-emploi-fn-herstal/?full=1> (consulté le 9 mai 2023).

politiques dans les pays destinataires des marchandises qu'elle produit. Le risque de retrait des licences d'exportations est toutefois couvert par des assurances crédit."¹⁴⁸

Pourtant, dans son bilan 2021, et alors que la Région wallonne n'a officiellement octroyé aucune licence pour l'Arabie saoudite depuis 2019, Mecar rapporte un chiffre d'affaires de 58.172.704€ en augmentation de 412% par rapport à 2020. Et la société ajoute: "Le carnet de commandes au 31 décembre 2020 s'élevait à 178,2 M€. Sur 2021, la prise de commandes a été de 57,8 M€. ...le carnet de commandes a légèrement diminué au cours de l'exercice pour atteindre 172,7 M€ au 31 décembre 2021... Une partie importante du carnet de commandes provient de transferts d'activités de la société sœur Nexter Munitions qui fait face à un surcroît d'activité et doit remplir ses engagements dans le temps escompté. Au 31 décembre 2021, le poste « Produits finis et commandes en cours d'exécution » est en augmentation de 28.988.985,60 par rapport au 31 décembre 2020."¹⁴⁹ En novembre 2020, une source syndicale évoquait un "contrat Egypt" pour Mecar en 2021 (voir aussi section "[Exportations](#)").¹⁵⁰ Le 22 mars 2023, une représentante de Mecar déclarait au journal *De Morgen*: "Mecar a la capacité de produire des pièces, que nous expédions ensuite à Nexter Munitions en France pour l'assemblage final."¹⁵¹

Le 9 octobre 2019, près de 250 salariés de Mecar manifestaient devant le Parlement wallon afin de demander l'octroi de deux nouvelles licences d'exportation à destination de l'Arabie saoudite. Dans une note du 9 octobre 2019, le syndicat français CGT écrivait "Il est inacceptable de licencier, alors que les plans de charges du groupe débordent, que l'on met les salariés de Roanne en 3x8, que les Chiffres d'Affaires à NEXTER Munitions peinent à être tenus... Les salariés ne doivent pas payer, alors que des solutions en interne peuvent être trouvées."¹⁵²

Selon le site *EU Arms*,¹⁵³ "La société belge Mecar produit les munitions pour la tourelle [John Cockerill] CMI 90 mm. Mecar est le seul producteur de ce type de munition et ne possède qu'une seule usine, à Seneffe (Belgique)." *EU Arms* ajoute: "Entre 2011 et 2014, l'Arabie saoudite a reçu 84 LAV-25 Piranha canadiens. Les tourelles de ces véhicules blindés ont été fabriquées par la société belge CMI Defence,¹⁵⁴ basée dans la ville d'Ans. Le seul producteur de munitions pour ces tourelles est Mecar."¹⁵⁵ La présence de munitions Mecar au Yémen a été documentée à de nombreuses reprises.¹⁵⁶

New Lachaussée

New Lachaussée est "une entreprise de conception et de fabrication de machines-outils, destinées à la production d'engins pyrotechniques tels que les munitions de chasse, munitions militaires ou encore les amorces et détonateurs civils utilisés dans le secteur minier."¹⁵⁷ Détenue à 20% par la Région wallonne depuis 2016 (via la SRIW), le groupe Forest

¹⁴⁸ Mecar, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 9 mai 2023).

¹⁴⁹ Mecar, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 9 mai 2023).

¹⁵⁰ CGT Nexter, "Activités munitionnaires du Groupe NEXTER," 24 novembre 2020, <http://nexter.reference-syndicale.fr/2020/11/24/activites-munitionnaires-du-groupe-nexter/> (consulté le 9 juin 2021).

¹⁵¹ *De Morgen*, "Waarom de Europese groepsaankoop van munitie voor Oekraïne vooral voor de EU een gamechanger is," 22 mars 2023, <https://www.demorgen.be/oorlog-in-oekraïne/waarom-de-europese-groepsaankoop-van-munitie-voor-oekraïne-vooral-voor-de-eu-een-gamechanger-is-b99111cdbl/> (consulté le 10 mai 2023).

¹⁵² *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁵³ *EU Arms* est un projet de *Lighthouse Reports* et du Global Legal Action Network (GLAN). Voir www.euarms.com (consulté le 23 mai 2023).

¹⁵⁴ La société CMI a été renommée John Cockerill en mai 2019. John Cockerill, "16 mai 2019, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/cmi-redevient-john-cockerill/> (consulté le 23 mai 2023).

¹⁵⁵ *EU Arms*, "EU arms exports," <https://euarms.com/weapon/1XdOCuVTfth86dcrZwMq7i> (consulté le 23 mai 2023).

¹⁵⁶ Voir *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁵⁷ GRIP, "New Lachaussée," sans date, <https://production.grip.org/entreprises/new-lachauss%C3%A9e> (consulté le 9 mai 2023).

aurait cédé ses parts en mai 2021 "à des sociétés allemandes et tchèques qui dépendent elles-mêmes du groupe brésilien CBC Global Ammunition."¹⁵⁸

Selon une enquête publiée par la RTBF le 5 mai 2022,¹⁵⁹ New Lachaussée aurait eu des échanges avec des fabricants d'armes russes en octobre 2020 et en décembre 2021, soit à un moment où la Russie faisait déjà l'objet de sanctions européennes. Les échanges concernent des appels d'offres à destination de Lipetsk Mechanical Plant, une société-écran agissant pour le compte de l'entreprise russe de fabrication d'armes Kalashnikov Concern, et concernaient "une nouvelle ligne de productions de munitions."¹⁶⁰ Une analyse des exportations wallonnes enregistrées par la Banque nationale de Belgique entre 2014 et 2023 ne permet cependant pas d'identifier une éventuelle exportation de machines-outils destinées à produire des munitions à destination de la Fédération de Russie.¹⁶¹

Interpellé à ce sujet le 17 mai 2022 par le député wallon Christophe Bastin, le ministre de l'Economie Borsus a dressé un tableau détaillé de la situation, déclarant notamment: "Ces deux échanges n'ont jamais débouché sur le moindre contrat et encore moins sur la moindre livraison... La seule filiale de New Lachaussée est en Allemagne, ce pays applique évidemment les mêmes sanctions. Cependant, dès prise de connaissance de cette information, la SRIW a demandé la convocation en urgence d'un conseil d'administration de New Lachaussée qui s'est tenu le 5 mai pour repréciser si besoin que tout contact, même tactique, avec des entreprises d'armement russes ou d'autres pays ou personnes devant être visés par des embargos, devaient être totalement proscrits. Je n'ai pas connaissance de tels cas impliquant d'autres entreprises wallonnes"¹⁶² (voir aussi section "[Politique](#)").

Due diligence

Le 10 mars 2023, 40 ONGs appelaient à ce que la directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises "couvre entièrement le secteur de l'armement," ajoutant que "Le secteur de l'armement doit être répertorié comme un secteur à haut risque et soumis à des obligations renforcées de diligence raisonnable en matière de droits humains."¹⁶³

Le 15 mai 2023, s'appuyant notamment sur une note du Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains selon laquelle "les contrôles à l'exportation ne peuvent remplacer la diligence raisonnable en matière de droits humains,"¹⁶⁴ Amnesty International écrivait: "La responsabilité [de protéger les droits humains] s'étend également aux entreprises fabriquant des produits soumis à des contrôles à l'exportation, y compris des armes et des biens à double usage."¹⁶⁵ En effet, les exigences en matière de contrôle des

¹⁵⁸ Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

¹⁵⁹ RTBF, "Vente d'armes: les fréquentations russes du Belge New Lachaussée malgré l'embargo européen," 5 mai 2022, <https://www.rtbf.be/article/vente-darmes-les-frequentations-russes-du-belge-new-lachaussee-malgre-embargo-europeen-10985496> (consulté le 9 mai 2023).

¹⁶⁰ Observatoire des armes wallonnes, cinquième édition, 10 juin 2022.

¹⁶¹ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 5 mai 2023).

¹⁶² Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'Economie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

¹⁶³ "The EU Corporate Sustainability Due Diligence Directive must fully cover the arms sector," déclaration conjointe des ONGs au Parlement européen et aux États membres de l'Union européenne, 10 mars 2023, <https://www.amnesty.eu/news/the-eu-corporate-sustainability-due-diligence-directive-must-fully-cover-the-arms-sector/> (consulté le 17 mai 2023).

¹⁶⁴ United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, "Responsible business conduct in the arms sector: Ensuring business practice in line with the UN Guiding Principles on Business and Human Rights - Information Note by the UN Working Group on Business and Human Rights," 30 août 2022, <https://www.ohchr.org/en/documents/tools-and-resources/responsible-business-conduct-arms-sector-ensuring-business-practice> (consulté le 24 mai 2023).

¹⁶⁵ "Biens à double usage" signifie des biens, y compris des logiciels et des technologies, qui peuvent être utilisés à la fois à des fins civiles et militaires.

exportations ne dispensent pas les entreprises de leur responsabilité de respecter les droits humains et de faire preuve de diligence raisonnable en matière de droits humains."¹⁶⁶

Citant un représentant de l'industrie de l'armement "qui préfère garder l'anonymat," *La Libre* écrivait le 12 mai 2023 à propos des critères ESG¹⁶⁷: "si ceux-ci ont d'abord fait très peur à bon nombre de groupes industriels de l'armement, désormais, ils sont vus comme des opportunités... Toutes les industries de la Défense restent discrètes à ce propos car elles ne veulent pas dévoiler leur état d'avancement sur certains projets. Mais elles savent que les premières qui auront des solutions en accord avec les principes ESG décrocheront les marchés. Donc l'enjeu est crucial."¹⁶⁸

Le 9 septembre 2019, Amnesty International publiait le rapport *Outsourcing responsibility*. Selon Amnesty International, qui cite notamment FN Herstal, "les géants de [l'industrie de l'armement] n'exercent pas pleinement la diligence raisonnable en matière de droits humains qui permettrait d'éviter que leurs produits ne soient utilisés dans de possibles violations des droits humains et crimes de guerre."¹⁶⁹ D'après le rapport, "Comme toutes les entreprises, les entreprises opérant dans le secteur de la défense doivent mettre en place des mesures préventives proactives pour faire face aux risques en matière de droits humains que pose une mauvaise utilisation de leurs produits et services. Celles-ci devraient inclure des politiques et des processus rigoureux de diligence raisonnable en matière de droits humains - distincts de ceux de l'État - pour identifier, prévenir, atténuer et rendre des comptes sur la manière dont les entreprises abordent à la fois leurs impacts potentiels et réels sur les droits humains."¹⁷⁰ Le 5 novembre 2019, Amnesty International rencontrait des représentants du Belgian Security & Defense Industry (BSDI) et de la fédération de l'industrie technologique Agoria pour leur présenter les conclusions dudit rapport.

¹⁶⁶ Amnesty International, "Closing the loopholes: Recommendations for an EU corporate sustainability law which works for rights holders," 15 mai 2023, <https://www.amnesty.org/fr/documents/ior60/6539/2023/en/> (consulté le 24 mai 2023).

¹⁶⁷ Environnement, social et gouvernance.

¹⁶⁸ *La Libre*, "L'industrie belge de l'armement "profite-t-elle" de la guerre en Ukraine ?," 12 mai 2023, <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2023/05/12/lindustrie-belge-de-larmement-profite-t-elle-de-la-guerre-en-ukraine-OOVOIILADNC3LESD2VLEEBFVRY/> (consulté le 17 mai 2023).

¹⁶⁹ Amnesty International, "Les entreprises d'armements indifférentes au coût humain de leurs activités," 9 septembre 2020, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/rapport-armes-2019> (consulté le 12 mai 2020).

¹⁷⁰ Amnesty International, "Outsourcing responsibility: human rights policies in the defence sector," septembre 2019, p.6, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/amnesty_outsourcing_responsibility_v5_web_version_not_for_print.pdf (consulté le 12 mai 2020); Amnesty International, "Les entreprises d'armements indifférentes au coût humain de leurs activités," 9 septembre 2019, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/rapport-armes-2019> (consulté le 17 mai 2023).

Exportations

Exportations réelles¹⁷¹

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
€	381.060.750	673.693.573	865.125.304	1.171.951.439	1.039.269.276	904.445.981	355.545.851	5.391.091.174

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a déclaré avoir octroyé 7.902 licences d'exportation d'armes pour un montant total de 7.944.929.767€.¹⁷² Pour la seule année 2021, la Région wallonne aurait délivré 1.201 licences d'exportation à 66 pays pour un montant total de 658.484.402€, soit une réduction de 75% par rapport à 2020.¹⁷³ Si la Région wallonne n'explique pas l'origine de cette réduction de 75%, on peut néanmoins observer que le montant total rapporté pour 2021 est relativement proche du montant des licences accordées en 2017, ainsi qu'avant 2014 – soit l'année où la Région wallonne avait rapporté qu'une seule licence pour un montant de plus de 3,2 milliards d'euros "fausse tous les résultats."¹⁷⁴

La Région wallonne écrit par ailleurs que "Alors que jusqu'en 2006, les licences d'exportation/de transfert concernaient très majoritairement des destinataires publics, depuis 2007, on enregistre une prépondérance des licences octroyées au profit de destinataires privés. Concrètement, les transactions wallonnes réalisées au profit de destinataires publics atteignent 363 licences en 2021 tandis que celles enregistrées en faveur de destinataires privés, s'élèvent à 838 licences. Cette progression démontre la mondialisation du secteur "Défense" et la mise en place progressive de grands groupes internationaux."¹⁷⁵

¹⁷¹ Ce tableau reprend les exportations réelles d'"Armes, munitions et leurs parties et accessoires" et de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" répertoriées par la Banque nationale. Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 18 mai 2023).

¹⁷² Comme nous l'observons dans la quatrième édition de l'*Observatoire des armes wallonnes*, une des raisons de la divergence entre ce montant et le montant des exportations réelles de la Région wallonne pour cette période pourrait venir du fait que, suite à la suspension par le Conseil d'État de plusieurs licences d'exportation vers l'Arabie saoudite, la Région wallonne a octroyé de nouvelles licences remplaçant les licences suspendues.

¹⁷³ Elio Di Rupo Ministre-Président, "Publications," <https://dirupo.wallonie.be/home/publications.html> (consulté le 1er mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 2 mai 2023), p.51; *Observatoire des armes wallonnes*, rapports 2021 et 2022.

¹⁷⁴ Cette licence de 3,2 milliards d'euros concernait très vraisemblablement le contrat des tourelles-canon produites par John Cockerill pour équiper des véhicules blindés assemblés au Canada et destinés à l'Arabie saoudite (voir sous-section "Canada" ci-dessous). *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁷⁵ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 2 mai 2023), p.51.

Exportations réelles vers certains pays (montants en €)¹⁷⁶

Destination	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Arabie saoudite	139.537.120	190.589.173	189.776.083	199.249.231	76.181.827	690.307	702.748	796.726.490
Bahreïn	3.381.955							3.381.955
Brésil	1.179.399	630.886	399.260	981.992	172.251	4.875.603	298.813	8.538.203
Canada ¹⁷⁷	352.379	248.220.829	428.221.104	715.705.592	701.556.127	579.510.220	6.813.373	2.680.379.624
Colombie	1.179.399	630.886	399.260	981.992	172.251	4.875.603	298.813	8.538.203
Egypte		39.750	1.843.750				30.600	1.914.160
Emirats ar. unis	15.595.005	9.407.051	14.907.702	7.670.462				47.580.220
Etats-Unis ¹⁷⁸	30.741.526	35.369.200	42.760.130	34.865.859	29.786.962	39.825.236	48.821.408	262.170.321
France ¹⁷⁹	36.019.834	30.816.856	39.956.536	43.625.346	39.306.023	29.611.646	27.972.159	247.307.900
Indonésie	3.794.384	8.844.647	3.739.598	15.568.219	4.240.119	6.931.396	40.438.765	83.557.129
Israël ¹⁸⁰	300					154.589		154.889
Maroc		924.442		355.300	4.198.568	262.383		5.740.693
Mexique	8.403.029	10.747.646	15.582.031	3.295.896	3.114.685	171.948		41.215.335
Nigéria					292.941			292.941
Qatar	729.142	1.108.166	609.287	608.123	1.470.768	3.882.168	633.832	9.041.486
Turquie	1.634.801	59.530		620.000	47.605		30.141	2.392.077

Arabie saoudite

Entre 2016 et 2019, la Région wallonne a autorisé l'exportation directe d'armes vers l'Arabie saoudite pour un montant total de 713.930.265€. ¹⁸¹ Selon ses rapports armes, la Région wallonne n'a plus octroyé de licence pour l'Arabie saoudite depuis 2019. La Région wallonne n'indique pas non plus avoir *refusé* de licence pour ce pays, et ce ni 2020 ni en 2021. ¹⁸² Cette évolution récente ne prend cependant pas en compte les licences liées au contrat sur quinze ans signé par John Cockerill en 2014 pour équiper des véhicules blindés assemblés au Canada et destinés à l'Arabie saoudite (voir ci-dessous). ¹⁸³

Le 27 mai 2022, *Le Soir* titrait "Le groupe John Cockerill fait un carton en Arabie saoudite avec ses armes," ajoutant aussitôt: "Belges et Saoudiens ont développé ensemble

¹⁷⁶ Ce tableau reprend les exportations réelles d'"Armes, munitions et leurs parties et accessoires" et de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" répertoriées par la Banque nationale à destination des pays indiqués. Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 2 mai 2023).

¹⁷⁷ Les montants mentionnés ne concernent que les exportations vers le Canada de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties."

¹⁷⁸ Ce pays a été inclus au tableau au vu du volume de ses exportations à destination de l'Arabie saoudite. Voir SIPRI, "Trends in international arms transfers, 2022," mars 2023, https://sipri.org/sites/default/files/2023-03/2303_at_fact_sheet_2022_v2.pdf (consulté le 25 mai 2023).

¹⁷⁹ Ce pays a été inclus au tableau au vu du niveau d'intégration entre les industries de l'armement wallonne et française.

¹⁸⁰ Les montants mentionnés ne comprennent pas les livraisons d'explosifs (pour plus d'informations à ce propos, voir la sous-section "Israël" ci-dessous).

¹⁸¹ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁸² Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 2 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 2 mai 2023).

¹⁸³ *Middle East Eye*, "Canada-Arabie saoudite: menace sur un énorme contrat d'armement," 9 août 2018, <https://www.middleeasteye.net/fr/news/canada-arabie-saoudite-menace-sur-un-enerme-contrat-darmement> (consulté le 9 juillet 2019).

une nouvelle tourelle pour blindés. Alors que cette monarchie de la péninsule arabique est suspectée de crimes de guerre au Yémen."¹⁸⁴ Le 28 janvier 2019 en effet, John Cockerill signait un accord avec Saudi Arabian Military Industries (SAMI) en vue de créer une joint-venture qui "développera et fournira des tourelles et des systèmes d'armes modernes et hautement performants pour les véhicules blindés."¹⁸⁵

Selon des informations non confirmées venant d'une source syndicale, une autre entreprise wallonne d'armement aurait envisagé d'installer une unité de production en Arabie saoudite. Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a autorisé l'exportation de matériel pour la production d'armements à destination de l'Arabie saoudite pour un montant total de 11.351.328€.¹⁸⁶

Brésil

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé 112 licences d'exportation d'armes vers le Brésil pour un montant total de 21.884.974€. Ces licences concernaient notamment des armes de catégories ML1 (armes à feu portatives et pièces détachées).¹⁸⁷ Le 15 décembre 2020, le média spécialisé *Infodefensa* écrivait que la police militaire de l'État de Sao Paulo avait acheté des armes FN Herstal: "300 fusils d'assaut de calibre 5,56mm et 1.000 fusils de combat de calibre 7,62mm (SCAR L et SCAR H)."¹⁸⁸ Selon le site officiel de l'État de Sao Paulo, la police militaire de Sao Paulo tue (en service et hors service) plusieurs centaines de personnes chaque année.¹⁸⁹

Canada

Selon la nouvelle application Web de *Statistique Canada*, le Canada a importé depuis 2014 des "Parties de chars et autres véhicules blindés de combat automobiles" en provenance de Belgique pour un montant total de près de 4,2 milliards de dollars canadiens (soit 2,8 milliards d'euros):

¹⁸⁴ *Le Soir*, "Le groupe John Cockerill fait un carton en Arabie saoudite avec ses armes," 27 mai 2022, <https://www.lesoir.be/444996/article/2022-05-27/le-groupe-john-cockerill-fait-un-carton-en-arabie-saoudite-avec-ses-armes> (consulté le 5 mai 2023).

¹⁸⁵ Pour plus d'informations, voir *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁸⁶ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 2 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 2 mai 2023).

¹⁸⁷ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.70 et 71; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.73 et 74.

¹⁸⁸ *Infodefensa*, "Video: Infodefensa prueba el fusil FN Herstal adquirido por la policia de Sao Paulo," 15 décembre 2020, <https://www.infodefensa.com/latam/2020/12/15/noticia-video-infodefensa-prueba-fusil-herstal-adquirido-policia-paulo.html> (consulté le 28 mai 2021).

¹⁸⁹ Governo de São Paulo, "Segurança Pública", <http://www.ssp.sp.gov.br/transparenciassp/Consulta.aspx?fbclid=IwAR3PyM9w0TXolkd963y2Tlv6mqFbkGoneyZ5nIoENHT33VIY7Kg4cWQ-Gdc> (consulté le 29 mai 2021).

Importations de "Parties de chars etc." par le Canada¹⁹⁰

Année	Montants (Can\$)
2014	39.025.571
2015	2.292.971
2016	67.198
2017	292.967.055
2018	687.268.706
2019	1.091.208.697
2020	1.156.785.923
2021	897.704.393
2022	6.813.373
Total	4.180.861.840

Or, selon toute vraisemblance, ces exportations incluent principalement les tourelles-canonnes produites par John Cockerill pour équiper des véhicules blindés destinés à l'Arabie saoudite.¹⁹¹ D'après *Statistique Canada*, le Canada a exporté depuis 2016 des "Chars et automobiles de combat, armés ou non, leurs parties" vers l'Arabie saoudite pour une valeur de 8.605.479.120Can\$ (soit près de 5,75 milliards d'euros).¹⁹²

Licences octroyées pour des "Tanks, etc." à destination du Canada¹⁹³

	2019	2020	2021
Licences	1	3	0
Montant en €	1.795.000.000	1.795.007.713	0

D'après le rapport "armes" du gouvernement wallon pour l'année 2014, 25 licences d'exportation avaient été accordées pour le Canada dont deux concernaient des tanks, véhicules blindés et pièces détachées d'une valeur de 3.233.214.603€. Selon ledit rapport, "Une seule licence pour un montant de 3.233.200.000€ fausse tous les résultats." Cette licence concernait un "contrat sur une durée de 15 ans."¹⁹⁴

Selon John Cockerill et la Région wallonne, les véhicules équipés de tourelles-canonnes John Cockerill seraient destinés à la Garde royale saoudienne.¹⁹⁵ Pourtant, selon d'autres sources, ils seraient destinés à la Garde nationale saoudienne, une force présente au

¹⁹⁰ *Statistique Canada*, "Statistiques sur le commerce international,"

https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/sujets/commerce_international/importations_et_exportations_de_marchandise (consulté le 2 mai 2023).

¹⁹¹ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021; *Janes Defence Weekly*, "New Saudi LAVs to come with Cockerill turrets," 10 janvier 2016, <https://world-defense.com/threads/new-saudi-lavs-to-come-with-cockerill-turrets.3455/> (consulté le 22 avril 2020); *Vredesactie*, "Vredesactie halveert de Belgische wapenexport!", 10 avril 2021, <https://www.vredesactie.be/vredesactie-halveert-de-belgische-wapenexport-0> (consulté le 10 juin 2021); <https://twitter.com/anthonyfenton/status/1225122084969271296> (consulté le 22 avril 2020).

¹⁹² *Statistique Canada*, "Statistiques sur le commerce international," https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/sujets/commerce_international/importations_et_exportations_de_marchandise (consulté le 2 mai 2023).

¹⁹³ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.73; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.73; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.70.

¹⁹⁴ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁹⁵ CMI Défense, "Requête en intervention," 29 juillet 2020, page 3; Région wallonne, "Mémoire en réponse," 15 janvier 2021, p. 29.

Yémen.¹⁹⁶ Selon l'édition 2020 de *The Military Balance*,¹⁹⁷ la Garde nationale saoudienne disposait de "48 LAV 6.0" (véhicules blindés légers GDLS équipé de tourelles-canon John Cockerill).¹⁹⁸ D'après l'édition 2021 de *The Military Balance*, le nombre de véhicules LAV 6.0 détenus par la Garde nationale saoudienne était monté à 431.¹⁹⁹ Le 23 septembre 2020, une vidéo publiée à l'occasion de la fête nationale d'Arabie saoudite montrait la Garde royale aux côtés de véhicules blindés légers équipés de tourelles John Cockerill. Une vingtaine de véhicules apparaissent dans la vidéo.²⁰⁰

Concernant la Garde royale saoudienne, un porte-parole du Département d'État des États-Unis a déclaré le 1^{er} mars 2021: "Nous connaissons un réseau connu sous le nom de Force d'intervention rapide, une unité de la garde royale saoudienne, qui s'est engagé dans des opérations contre les dissidents, y compris l'opération qui a abouti au meurtre brutal de Jamal Khashoggi."²⁰¹ Cette unité de la Garde royale serait également responsable de l'arrestation et de la torture de militantes féministes en Arabie saoudite.²⁰² Le gouvernement du Royaume Uni a placé trois membres de la Garde royale saoudienne sur sa liste de sanctions, deux d'entre eux ayant été "directement [impliqués] dans l'assassinat illégal de Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul le 2 octobre 2018, dans le cadre de l'équipe de 15 hommes envoyée en Turquie par les autorités saoudiennes."²⁰³

Le 13 décembre 2021, 53 organisations canadiennes (dont plusieurs syndicats) écrivaient au premier ministre Trudeau pour "réitérer leur opposition persistante à la délivrance par votre gouvernement de permis d'exportation d'armes destinées à l'Arabie saoudite."²⁰⁴

Le transport des véhicules blindés est généralement assuré par la compagnie saoudienne Bahri.²⁰⁵ Selon des reçus de marchandises analysés par Amnesty International, le seul navire Bahri Yanbu a transporté, entre le début de la guerre au Yémen en 2015 et le début de l'année 2020, "près de 360 millions de dollars de matériel militaire ou à usage mixte au cours de 10 trajets qu'il a effectués entre les États-Unis et l'Arabie saoudite."²⁰⁶

Selon plusieurs instances, les exportations d'armes à l'Arabie saoudite violent le Traité sur le commerce des armes, la Position commune de l'Union européenne sur les exportations d'armes et le décret wallon du 21 juin 2012.²⁰⁷

Colombie

Entre 2016 et 2020, la Région wallonne a octroyé des licences d'exportation d'armes vers la Colombie pour un montant total de 130.098€. Ces licences concernaient exclusivement

¹⁹⁶ Observatoire des armes wallonnes, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁹⁷ *The Military Balance* est une publication du International Institute for Strategic Studies qui fournit une évaluation annuelle des capacités militaires et de l'économie de la défense de 171 pays dans le monde. Voir <https://www.iiss.org/publications/the-military-balance>.

¹⁹⁸ *The Military Balance* 2020, 120:1, p.375.

¹⁹⁹ *The Military Balance* 2021, 121:1, p.365.

²⁰⁰ YouTube, "Vidéo en l'honneur de la Garde royale," le 23 septembre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=joGnfVj1Rw> (consulté le 23 septembre 2020)..

²⁰¹ U.S. Department of State, "Department Press Briefing – March 1, 2021," 1^{er} mars 2021, <https://www.state.gov/briefings/departement-press-briefing-march-1-2021/> (consulté le 3 juin 2021).

²⁰² *The New York Times*, "Crushing Dissent: The Saudi Kill Team Behind Khashoggi's Death," 26 février 2021, <https://www.nytimes.com/2021/02/26/us/politics/saudi-kill-team-khashoggi.html> (consulté le 3 juin 2021).

²⁰³ HM Treasury, "Consolidated list of financial sanctions targets in the UK," 29 avril 2021, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/982610/Global_Human_Rights_1_.pdf (consulté le 3 juin 2021).

²⁰⁴ "Open Letter to the Prime Minister: Ongoing Weapons Exports to Saudi Arabia," 13 décembre 2021, <https://www.ploughshares.ca/reports/open-letter-to-the-prime-minister-ongoing-weapons-exports-to-saudi-arabia> (consulté le 11 mai 2023).

²⁰⁵ Pour plus d'informations sur le transport vers l'Arabie saoudite, voir *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁰⁶ Amnesty International, "Arabie saoudite. Opposition croissante au retour d'un navire transportant des armes dans des ports européens," 31 janvier 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/01/saudi-arabian-arms-ship-bahri-yanbu-faces-growing-opposition-in-european-ports/> (consulté le 13 mai 2020).

²⁰⁷ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

des armes à feu portatives et des pièces détachées. Aucune licence n'a été enregistrée en 2021.²⁰⁸

D'après un article de *Reuters*, publié en avril 2022, les cartels de drogues mexicains livreraient des armes aux groupes armés colombiens en échange de cargaisons de cocaïne. Parmi ces armes se trouveraient des pistolets FN Five-seven "de fabrication belge."²⁰⁹

La quatrième édition de l'*Observatoire des armes wallonnes* rapportait que la Colombie avait fait l'acquisition de mitrailleuses légères FN Minimi 5,56 MK3 pour ses forces spéciales pour un montant de 87.920\$.²¹⁰ Mais, selon *Infodefensa*, les mitrailleuses n'ont finalement pas été livrées "pour cause de force majeure": "A l'époque, toutes les démarches administratives étant effectuées par FN Herstal SA (représentée en Colombie par Exploint Colombia S.AS) pour l'autorisation des licences d'exportation, qui n'ont cependant pas été délivrées à ce jour par la Direction générale opérationnelle de Wallonie (DG06), organisme compétent à ces fins." Cette situation aurait motivé une "suspension temporaire" des activités commerciales de FN Herstal en Colombie.²¹¹ En octobre 2022, *Infodefensa* écrivait que l'armée colombienne "cherche à acquérir un nouveau lot de mitrailleuses légères 5,56x45 mm FN Herstal Minimi MK3...pour une valeur totale de 213.687\$."²¹²

En Juillet 2020, *Army recognition* rapportait que la Colombie avait exprimé son intention de passer commande auprès de John Cockerill pour moderniser ses véhicules blindés M1117 avec des tourelles John Cockerill CSE 90LP.²¹³ En novembre 2021, *Geopolitiki* évoquait "...une tourelle belge John Cockerill CSE 90LP que la Colombie équipe déjà sur ses véhicules M1117."²¹⁴

Egypte

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé des licences d'exportation vers l'Egypte pour un montant total de 23.815.266€. Ce montant diverge cependant fortement du montant total des exportations wallonnes à destination de l'Egypte enregistrées par la Banque nationale de Belgique sur la même période (1.914.160€).²¹⁵ Les licences octroyées concernaient des munitions, du matériel de protection balistique, du matériel de production et des navires de guerre et pièces détachées. Une licence pour du matériel de production a été

²⁰⁸ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, pp.73-75, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, pp.73-74, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.73; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.70; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁰⁹ Luis Jaime Acosta, "Mexican cartels swap arms for cocaine, fueling Colombia violence," *Reuters*, 13 avril 2022, [https://www.reuters.com/world/americas/mexican-cartels-swap-arms-cocaine-fueling-colombia-violence-2022-04-12/#:~:text=BOGOTA%2C%20April%2012%20\(Reuters\),of%20the%20nation%27s%20drug%20routes](https://www.reuters.com/world/americas/mexican-cartels-swap-arms-cocaine-fueling-colombia-violence-2022-04-12/#:~:text=BOGOTA%2C%20April%2012%20(Reuters),of%20the%20nation%27s%20drug%20routes). (consulté le 17 mai 2023).

²¹⁰ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²¹¹ *Infodefensa*, "Colombia no recibe finalmente las ametralladoras Minimi MK3 adquiridas a FN Herstal en 2020," 17 mai 2022, <https://www.infodefensa.com/texto-diario/mostrars/3752908/colombia-no-recibe-finalmente-ametralladoras-fn-herstal-minimi-mk3> (consulté le 3 mai 2023).

²¹² *Infodefensa*, "Colombia adquirirá más ametralladoras FN Herstal para sus Fuerzas Especiales," 25 octobre 2022, <https://www.infodefensa.com/texto-diario/mostrars/3938817/colombia-busca-adquirir-nuevas-ametrallados-fn-herstal-minimi> (consulté le 3 mai 2023).

²¹³ *Army Recognition*, "Colombian army studies to upgrade M1117 4x4 armored vehicles with Belgian John Cockerill CSE 90LP turret," 16 juillet 2020, https://www.armyrecognition.com/defense_news_july_2020_global_security_army_industry/colombian_army_studies_to_upgrade_m1117_4x4_armored_vehicles_with_belgian_john_cockerill_cse_90lp_turret.html (consulté le 23 avril 2021).

²¹⁴ *Geopolitiki*, "M1117 Guardian | The history of the Armored Security vehicles that saved many lives," 23 novembre 2021, <https://geopolitiki.com/m1117-guardian-the-history-of-u-s-armored-vehicle> (consulté le 3 mai 2023).

²¹⁵ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 5 mai 2023).

refusée en 2021. Aucune licence n'a été délivrée en 2019. En 2020, la Région wallonne indiquait avoir octroyé une licence pour des munitions d'un montant de 10.260.000€.²¹⁶

Une source syndicale évoquait un "contrat Egypt" pour la firme productrice de munitions Mecar en 2021.²¹⁷ Dans son bilan 2021, Mecar écrit notamment: "Une partie importante du carnet de commandes provient de transferts d'activités de la société sœur Nexter Munitions qui fait face à un surcroît d'activité et doit remplir ses engagements dans le temps escompté. Au 31 décembre 2021, le poste « Produits finis et commandes en cours d'exécution » est en augmentation de 28.988.985,60 par rapport au 31 décembre 2020" (voir aussi section "[Production](#)").²¹⁸

Le 16 février 2022, le site de la Présidence de la République arabe d'Égypte annonçait "Le Président Al-Sissi accueille le PDG de la société belge « John Cockerill »" et ajoutait: "M. le Président a affirmé la fierté de l'Égypte de la coopération étendue et fructueuse avec la Belgique à différents niveaux, exprimant à cet égard son aspiration à approfondir la coopération entre les deux pays amis, surtout à la lumière de la distinction de l'entreprise dans le domaine des industries de défense, ce qui représente un grand soutien aux capacités égyptiens (sic) dans ce domaine. De son côté, M. Maurange²¹⁹ a exprimé son honneur d'avoir rencontré M. le Président, soulignant le souci de la compagnie "John Cockerill" de coopérer avec l'Égypte, en particulier à la lumière de l'importance de son rôle dans le renforcement des fondements de la stabilité et de la sécurité au Moyen-Orient, à la Méditerranée orientale et dans le continent africain, ainsi que le rôle éminent de l'Égypte dans les efforts internationaux de la lutte contre le terrorisme."²²⁰ Le même jour, le président égyptien rencontrait le roi Philippe, ce qui faisait dire à Amnesty International: "Nos autorités déroulent un tapis rouge au président al-Sissi,... à la tête d'un gouvernement qui bafoue violemment les droits fondamentaux de la population égyptienne."²²¹

L'Égypte fait actuellement l'objet de mesures restrictives de l'Union européenne.²²² Le 28 janvier 2019, huit ONGs demandaient au gouvernement français "de dénoncer les atteintes aux droits humains en Égypte et de suspendre les livraisons d'armes," et ce en raison de "la situation catastrophique des droits humains dans le pays."²²³

²¹⁶ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.73; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.75-78; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²¹⁷ CGT Nexter, "Activités munitionnaires du Groupe NEXTER," 24 novembre 2020, <http://nexter.reference-syndicale.fr/2020/11/24/activites-munitionnaires-du-groupe-nexter/> (consulté le 9 juin 2021).

²¹⁸ Mecar, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés," comptes annuels 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 9 mai 2023).

²¹⁹ CEO de John Cockerill au moment des faits.

²²⁰ Présidence de la République arabe d'Égypte, "Le Président Al-Sissi accueille le PDG de la société belge « John Cockerill »,", 16 février 2022, <https://www.presidency.eg/> (consulté le 11 mai 2023).

²²¹ *Le Soir*, "Le roi Philippe a rencontré le président égyptien al-Sissi," 16 février 2022, <https://www.lesoir.be/424620/article/2022-02-16/le-roi-philippe-rencontre-le-president-egyptien-al-sissi> (consulté le 15 juin 2023).

²²² Selon les conclusions du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne du 21 août 2013, "Les États membres ont... décidé de suspendre les licences d'exportation vers l'Égypte de tous les équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne, de réévaluer les licences d'exportation des équipements couverts par la position commune... et de réexaminer l'assistance qu'ils apportent à l'Égypte dans le domaine de la sécurité." Conseil de l'Union européenne, "Communiqué de presse, 3256^e session du Conseil," 21 août 2013, https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/138609.pdf (consulté le 3 mai 2023); GRIP, "Base de données sur les embargos sur les armes," <https://embargo.grip.org/fr/embargo/egypte> (consulté le 3 mai 2023).

²²³ Amnesty International, "Les ONG demandent à la France de dénoncer les atteintes aux droits humains en Égypte et de suspendre les livraisons d'armes," 28 janvier 2019, <https://www.amnesty.fr/presse/paris-le-28-janvier-2019.-alors-que-debute-aujourd'hui> (consulté le 25 mai 2023).

Emirats arabes unis

En 2021, la Région wallonne a octroyé trois licences d'exportation d'armes pour les Emirats arabes unis pour un montant total de 9.838.390€ et en a refusé une autre pour un montant de 3.740.850€. Les licences octroyées en 2021 concernaient des équipements électroniques militaires et du matériel de protection balistique (blindages).²²⁴ L'octroi de ces licences ne s'est cependant pas encore traduit dans une reprise des exportations enregistrées par la Banque nationale de Belgique.²²⁵

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé 21 licences pour un montant total de 68.666.065€. Ces licences octroyées concernent des armes à feu portatives et pièces détachées, du matériel de protection balistique et des équipements électroniques militaires. En 2017, la Région wallonne avait refusé 10 licences pour ce pays.²²⁶

Le 21 février 2023, la société wallonne John Cockerill et la société Nimr (propriété du groupe d'Etat émirati Edge) annonçaient la signature d'un accord de partenariat "visant à explorer conjointement les opportunités de développement et de commercialisation de l'innovant Cockerill i-X" (voir section "[Production](#)").²²⁷ Le 24 février 2023, Nimr présentait à Abu Dhabi (Emirats arabes unis) deux véhicules-robots de combat équipés de tourelles-canon John Cockerill.²²⁸ Selon *Forces Operations Blog*, le partenariat entre John Cockerill et Nimr pourrait conduire "prochainement" à la création d'une co-entreprise "probablement de droit émirati."²²⁹ D'après plusieurs sources, des véhicules Nimr ont été pris part au conflit au Yémen.²³⁰

Selon plusieurs instances, les exportations d'armes aux Emirats arabes unis violent le Traité sur le commerce des armes, la Position commune de l'Union européenne sur les exportations d'armes et le décret wallon du 21 juin 2012.²³¹ Tout comme l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis restent l'une des destinations d'armement les plus sensibles par leur implication dans la guerre au Yémen et le non-respect des droits humains au sein de son

²²⁴ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 5 mai 2023), p.73.

²²⁵ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 5 mai 2023).

²²⁶ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.73 et 78; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²²⁷ John Cockerill, "John Cockerill Defense signe un accord de partenariat stratégique avec NIMR (groupe EDGE)," 21 février 2023, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/john-cockerill-defense-signs-strategic-teaming-agreement-with-edge-group-entity-nimr/> (consulté le 8 mai 2023).

²²⁸ *Janes*, "IDEX 2023: Nimr to leverage Milrem acquisition to develop 8x8 RCV," 24 février 2023, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/idx-2023-nimr-leverages-milrem-acquisition-to-develop-88-rcv> (consulté le 8 mai 2023).

²²⁹ *Forces Operations Blog*, "IDEX 2023: rapprochement John Cockerill Defense-NIMR autour de l'i-X," 27 février 2023, <https://www.forcesoperations.com/idx-2023-rapprochement-john-cockerill-defense-nimr-autour-de-li-x/> (consulté le 8 mai 2023).

²³⁰ *Janes*, "IAV 2019: Nimr continues to develop N35 vehicle," 25 janvier 2019, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/ia-2019-nimr-continues-to-develop-n35-vehicle> (consulté le 11 mai 2023); *MENA Defense*, "(Additif) Le Nimr et l'expérience du feu au Yémen?," 22 juillet 2015, <https://www.menadefense.net/mideast/le-nimr-et-l-experience-du-feu-au-yemen/> (consulté le 11 mai 2023); *Army Recognition*, "new UAE NIMR N35 4x4 mine protected vehicle is now combat proven used in Yemen conflict," 9 février 2017, https://www.armyrecognition.com/february_2017_global_defense_security_army_news_industry/new_uae_nimr_n35_4x4_mine_protected_vehicle_is_now_combat_proven_used_in_yemen_conflict_10902171.html (consulté le 11 mai 2023).

²³¹ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

propre territoire. Ce pays est également accusé d'avoir détourné de l'armement européen vers le conflit au Yémen.²³²

France

Entre 2014 et 2021, la Région wallonne a octroyé 1.963 licences d'exportation à destination de la France pour un montant total de 655.881.492€. Si le nombre de licences accordées est resté relativement stable au cours de cette période (autour de 200 par an), le montant annuel des exportations autorisées a connu un pic en 2018 avant de redescendre en 2019 pour à nouveau remonter en 2020. Si le pic de 2018 peut s'expliquer par l'octroi de deux licences pour des tanks, véhicules blindés et pièces détachées pour un montant de 135 millions d'euros, l'augmentation en 2020 s'explique par une très forte croissance des exportations autorisées pour les munitions et composants (87.702.829€ en 2020 et 72.514.937€ en 2021). En outre, le montant total des licences de transit entre 2014 et 2021 s'élève à 23.974.834€.²³³ Un examen des exportations réelles rapportées par la Banque nationale montre cependant des différences significatives entre le montant des licences octroyées et les exportations réelles.

France: exportations autorisées et exportations réelles

	Exportations autorisées ²³⁴	Exportations réelles ²³⁵
2014	43.330.593	21.912.002
2015	52.311.612	47.857.838
2016	51.068.847	36.019.834
2017	66.481.123	30.816.856
2018	153.758.241	39.956.536
2019	60.066.680	43.625.346
2020	119.158.354	39.306.023
2021	109.706.042	29.611.646
Total	655.881.492	289.106.081

En outre, un aperçu des licences d'exportations belges accordées pour des munitions à destination de la France dressé par l'European Network against Arms Trade (ENAAAT) montre une multiplication par huit du volume de celles-ci entre 2019 et 2020.²³⁶ Commentant les exportations autorisées vers la France, un représentant d'Amnesty International déclarait le 12 mai 2023 à *La Libre*: "Restent-elles dans l'Hexagone ou ne font-elles qu'y passer ? Quand on sait que Mecar est la filiale wallonne de la française Nexter group,²³⁷ la question se pose." *La Libre* ajoutait: "En effet, si ces munitions sont ensuite revendues, on peut se

²³² Amnesty International, "Yemen: UAE recklessly supplying militias with windfall of Western arms," 6 février 2019, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/02/yemen-uae-recklessly-supplying-militias-with-windfall-of-western-arms/> (consulté le 5 mai 2023). Amnesty International, "When arms go astray," <https://arms-uae.amnesty.org/en/> (consulté le 5 mai 2023); *Observatoire des armes wallonnes*, cinquième édition, 10 juin 2022.

²³³ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023). Les rapports "armes" antérieurs à 2021 peuvent être consultés via <https://www.grip.org/rapports-disponibles-sur-le-site-officiel-du-gouvernement-wallon>.

²³⁴ Exportations autorisées par la Région wallonne tel que détaillées dans ses rapports armes annuels.

²³⁵ Exportations réelles d'"Armes, munitions et leurs parties et accessoires" et de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" répertoriées par la Banque nationale de Belgique.

²³⁶ ENAAAT, "Exports and licences of Ammunition by Belgium to France since 1998," <https://enaat.org/eu-export-browser/overview?origin=belgium&destination=france&rating=ml3> (consulté le 12 mai 2023).

²³⁷ Voir section "[Production](#)."

demander vers quel pays?"²³⁸ Interrogé par le député wallon Christophe Bastin à propos des licences d'exportation d'armes vers la France, le ministre-président Di Rupo a répondu: "J'invite l'honorable membre à poser sa question lors de la sous-commission armes."²³⁹ Ladite sous-commission armes se réunit uniquement à huis clos (voir section "[Transparence](#)").

Comme l'indiquait la quatrième édition de *l'Observatoire des armes wallonnes*, la France a déclaré avoir livré un canon de 105mm et un canon de 90mm à la Belgique en 2016 en indiquant que le destinataire final était l'Arabie saoudite.²⁴⁰ De plus, entre 2018 et 2021, la France a déclaré avoir livré 17 canons de 105mm et un canon de 90mm à la Belgique.²⁴¹ Mais la Belgique n'a fait aucune mention de ces livraisons dans ses rapports annuels au Traité sur le commerce des armes.²⁴² Questionné à ce propos par Amnesty International, le Service public fédéral Affaires étrangères avait répondu: "L'octroi d'une licence d'exportation d'armes conventionnelles relève de la compétence des régions. La fourniture de données pour le rapport annuel du TCA est également la responsabilité des régions. Le fédéral ne peut intervenir ni commenter à ce sujet."²⁴³ Questionné à son tour à ce propos, Wallonie-Bruxelles International n'avait pas répondu. Egalement interrogé, le ministère français des affaires étrangères n'avait pas non plus fourni de réponse satisfaisante selon la section française d'Amnesty International.²⁴⁴

Indonésie

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé 88 licences d'exportation pour l'Indonésie pour un montant total de 197.980.720€, dont 160.598.912€ (81%) pour des tanks, véhicules blindés et pièces détachées.²⁴⁵ Selon les statistiques de la Banque nationale, les exportations réelles vers l'Indonésie de tanks, véhicules blindés et pièces détachées entre 2016 et 2021 se sont élevées à 61.235.876€ dont 40.076.794€ pour la seule année 2021.²⁴⁶

Dans un article daté du 16 septembre 2022, le site *CorpWatch* écrivait: "Six roquettes ont atterri sur le village d'Ugimba dans la régence d'Intan Jaya en Papouasie occidentale, en Indonésie, tôt un matin de janvier 2020. Les habitants ont trouvé des pièces non explosées portant le numéro FZ-68...identifiant les fusées comme le produit de Forges [de] Zeebrugge, une filiale de Thales Belgique... Les roquettes ont été tirées par l'armée indonésienne - pour se venger du meurtre présumé de deux soldats par l'Armée de libération nationale de Papouasie occidentale le 17 décembre 2019. L'attaque a été rapidement condamnée par Free West Papua, une organisation d'exilés papous, pour avoir détruit les maisons d'habitants

²³⁸ *La Libre*, "Amnesty se demande où vont les armes vendues par la Wallonie à la France," 23 décembre 2022, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/12/23/amnesty-se-demande-ou-vont-les-armes-vendues-par-la-wallonie-a-la-france-EQVW7TRRVDPXKNLD5B34IDMLM/> (consulté le 12 mai 2023).

²³⁹ Parlement de Wallonie, "Les licences d'exportation d'armes vers la France," réponse du ministre-président Di Rupo à une question parlementaire de Christophe Bastin, 9 mars 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=110602> (consulté le 17 mai 2023).

²⁴⁰ "Exportations d'armes classiques de la France en 2016 (livraisons)," rapport annuel de la France au Traité sur le commerce des armes pour l'année 2016, <https://thearmstradetreaty.org/download/85339b33-476c-3dd1-b27a-b18dd2376510> (consulté le 19 novembre 2019).

²⁴¹ Durant la même période, la France déclarait avoir livré 88 canons de 105mm à l'Arabie saoudite. Email d'Aymeric Elluin, Chargé de plaidoyer, Amnesty International France, 23 mai 2023.

²⁴² Arms Trade Treaty, "Annual Reports," 16 mai 2023, <https://thearmstradetreaty.org/annual-reports.html?templateId=209826> (consulté le 24 mai 2023).

²⁴³ Email de Jurgen van Meirvenne, Direction Désarmement et non-prolifération, Service public fédéral Affaires étrangères, 12 novembre 2019.

²⁴⁴ Email d'Aymeric Elluin, Chargé de plaidoyer, Amnesty International France, 13 mai 2020.

²⁴⁵ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.76-78; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.75-77; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.72-74; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁴⁶ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 4 mai 2023).

innocents. « Nous espérons que la pression internationale croissante empêchera des pays de vendre des armes comme celle-ci à l'Indonésie, qui les utilise manifestement pour des crimes de guerre en Papouasie occidentale occupée », a tweeté l'organisation.²⁴⁷ Selon un article non daté du site *War on West Papua*, "Des roquettes fabriquées par FZ Thales ont été tirées sur des villages des hautes terres de Papouasie occidentale entre janvier et mars 2021."²⁴⁸

Dans une vidéo de décembre 2022, la société indonésienne d'État PT Pindad présentait "le premier Tank Boat au monde" développé par John Cockerill et les sociétés indonésiennes PT Pindad et PT Lundin, un patrouilleur à grande vitesse armé d'un canon de 105mm,²⁴⁹ et qui peut aussi être équipé d'une tourelle moyen-calibre de 30mm. *Navy Recognition* écrivait en avril 2023 que "Outre l'Indonésie, le Tank Boat a suscité un certain intérêt en Inde, en Grèce, aux Philippines et aux Emirats arabes unis."²⁵⁰

John Cockerill a en outre signé en novembre 2019 une lettre d'intention avec PT Pindad prévoyant la fourniture de 18 tourelles John Cockerill à intégrer sur le char Harimau, un engin développé conjointement avec la firme turque FNSS.²⁵¹ *Janes* écrivait en novembre 2022 que 10 des 18 unités avaient été expédiées de Turquie en Indonésie en mars 2022 dans un état semi-fini, et que PT Pindad terminerait ces unités, notamment en y installant une tourelle John Cockerill C3105. La première de ces unités devait être livrée à l'armée indonésienne "d'ici la fin de 2022 ou le début de 2023."²⁵²

L'Indonésie a également commandé des simulateurs afin de former ses troupes au maniement de ces systèmes, ainsi que plusieurs tourelles modulaires à installer sur un véhicule chenillé.²⁵³ Selon John Cockerill, les premières livraisons de simulateurs produits par une filiale française devaient prendre place en 2023.²⁵⁴

Le 24 mars 2016, PT Pindad partageait une image de l'ancien ministre wallon de l'Economie Marcourt en visite à un site de PT Pindad en Indonésie en compagnie de représentants de John Cockerill et FN Herstal.²⁵⁵ Le 15 février 2022, l'ambassade d'Indonésie à Bruxelles tweetait à propos de sa rencontre avec la direction de FN Herstal: "L'indonésienne PT Pindad et FN Herstal ont une coopération dans l'industrie de la défense et ils ont réaffirmé leurs engagements à poursuivre la coopération."²⁵⁶ D'après le site gouvernemental indonésien *Komite Kebijakan Industri Pertahanan*, PT Pindad produit une mitrailleuse "basée sur la mitrailleuse FN MAG, licenciée par la société d'armement belge Fabrique Nationale (FN)."²⁵⁷

Le 17 mars 2021, l'ambassade d'Indonésie à Bruxelles annonçait sa visite au site de la firme wallonne New Lachaussée et écrivait: "L'industrie de la défense stratégique est l'un

²⁴⁷ *CorpWatch*, "Weapons Makers Profit from Indonesia's War on West Papua," 16 septembre 2022, <https://www.corpwatch.org/article/weapons-makers-profit-indonesias-war-west-papua> (consulté le 10 mai 2023).

²⁴⁸ *War on West Papua*, "Belgium," sans date, <https://www.waronwestpapua.org/belgium> (consulté le 10 mai 2023).

²⁴⁹ *YouTube*, "Discover first tank boat in the world jointly developed by Belgium JCD & Indonesia PT Pindad," <https://www.youtube.com/watch?v=RZiQpV167ac> (consulté le 4 mai 2023).

²⁵⁰ *Navy Recognition*, "Tank Boat Antasena-Class25 - 30/40 - 105 Weapon Station, Patrol Boast for Coastal Missions - Belgium," 18 avril 2023, <https://www.navyrecognition.com/index.php/world-naval-industry/europe/belgium/12613-tankboat-catamaran-25-30-40-105-weapon-station-john-cockerill-data.html> (consulté le 4 mai 2023).

²⁵¹ *Janes*, "D&S 2019: PT Pindad partners Paramount on defence production," 22 novembre 2019, <https://www.janes.com/article/92786/d-s-2019-pt-pindad-partners-paramount-on-defence-production> (consulté le 7 avril 2020).

²⁵² *Janes*, "Indo Defence 2022: Indonesian Army set to receive its first Harimau medium tank," 7 novembre 2022, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/indo-defence-2022-indonesian-army-set-to-receive-its-first-harimau-medium-tank> (consulté le 4 mai 2023).

²⁵³ John Cockerill, "Rapport d'activité 2019," 2020, <https://activityreport.johncockerill.com/domains/combattre-linsecurite/> (consulté le 27 août 2020).

²⁵⁴ John Cockerill, "Aguers remporte un marché indonésien pour la fabrication et la livraison de Simulateurs," 24 novembre 2021, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/agueris-remporte-un-marche-indonesien-pour-la-fabrication-et-la-livraison-de-simulateurs/> (consulté le 4 mai 2023).

²⁵⁵ <https://twitter.com/pindad/status/712899810039181313>

²⁵⁶ <https://twitter.com/indonesiainbxl/status/1493505057098248192>

²⁵⁷ Komite Kebijakan Industri Pertahanan, "Mengenal Industri Pertahanan dalam Negeri PT. PINDAD #2," 9 juin 2020, <https://www.kkip.go.id/2020/06/09/mengenal-industri-pertahanan-dalam-negeri-pt-pindad-2/> (consulté le 21 mai 2023).

des piliers solides de la coopération bilatérale entre l'Indonésie et la Belgique. Aujourd'hui, l'ambassadeur Andri Hadi a visité les installations de New Lachaussée à Liège, partenaire de longue date de PT Pindad.²⁵⁸ Le 9 avril 2019, New Lachaussée participait à un séminaire national dont l'objectif était "d'acquérir des informations et de mener des discussions sur les connaissances de base et la technologie des munitions de moyen calibre les plus récentes, ainsi que des idées et des discussions sur les missiles et les roquettes et sur la manière de renforcer les capacités en Indonésie."²⁵⁹

En mars 2022, la société wallonne Mecar et sa maison-mère Nexter Munitions signaient un protocole d'accord avec l'entreprise indonésienne PT Pindad. L'accord porte sur des munitions de moyen et gros calibre pour des chars de combat, des obus de 105 mm pour le char Harimau et des balles de 20 mm pour canon automatique.²⁶⁰

Army Recognition rapportait en mai 2020 qu'une autre société indonésienne, PT Lumindo Artha Sejati, avait modernisé un char amphibie léger de fabrication soviétique utilisé par le Corps des Marines indonésien en l'équipant notamment d'un canon John Cockerill et d'un nouveau système de contrôle de tir.²⁶¹

Le 15 mai 2021, la députée wallonne Hélène Ryckmans déclarait dans une question parlementaire: "...il semblerait que des chars M113 indonésiens soient envoyés dans la Province de Papouasie pour réprimer durement le mouvement séparatiste. Dans ce conflit, l'armée indonésienne est accusée depuis des années d'exactions importantes contre les civils. Des villages entiers ont ainsi été massacrés parce qu'accusés d'être en faveur des séparatistes. On ne peut donc exclure que des blindés vendus à l'Indonésie servent actuellement à perpétrer des crimes contre des civils." En réponse, le ministre-président Di Rupo déclarait: "En 2016 et en 2018, deux licences ont été octroyées par la Wallonie à la société Sabiex pour...deux véhicules militaires, dont l'un était un véhicule M113. Il s'agissait cependant de licences temporaires pour démonstration. Le matériel a donc été réimporté en Wallonie."²⁶²

Selon Amnesty International, "Les forces de sécurité [indonésiennes] ont perpétré des homicides illégaux, notamment en Papouasie et en Papouasie occidentale, souvent en toute impunité."²⁶³

Israël

En 2020 et 2021, la Région wallonne a octroyé neuf licences d'exportation pour un total de 21.375.808€ dont 20.961.722€ (98%) pour des agents explosifs. D'après la Banque nationale de Belgique, la Région wallonne a exporté pour 11.929.105€ d'explosifs à destination d'Israël depuis 2016.²⁶⁴

En 2020 et 2021, la Région wallonne a également refusé cinq licences (dont trois licences de transit). Les refus concernaient des canons, mortiers ou pièces d'artillerie, des munitions et des systèmes d'imagerie militaire.²⁶⁵ La Région wallonne avait par contre bien

²⁵⁸ <https://twitter.com/indonesiainbxl/status/1372249723445317634>

²⁵⁹ PT Pindad, "Pindad selenggarakan seminar nasional teknologi munisi kaliber sedang (20 – 40 mm) dan pembangunan k," sans date, <https://www.pindad.com/pindad-selenggarakan-seminar-nasional-teknologi-munisi-kaliber-sedang-20-40-mm-dan-pembangunan-kapab> (consulté le 22 mai 2023).

²⁶⁰ *Observatoire des armes wallonnes*, cinquième édition, 10 juin 2022.

²⁶¹ *Army Recognition*, "Indonesia upgrades PT-76 light amphibious tank with John Cockerill 90mm Mk III cannon," 23 mai 2020, https://www.armyrecognition.com/weapons_defence_industry_military_technology_uk/indonesia_upgrades_pt-76_light_amphibious_tank_with_john_cockerill_90mm_mk_iii_cannon.html (consulté le 23 mai 2020).

²⁶² Parlement wallon, "La présence de véhicules blindés belges en Indonésie," question orale d'Hélène Ryckmans au ministre-président Di Rupo, 15 mai 2021, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=104364> (consulté le 31 mai 2021).

²⁶³ Amnesty International, "Indonésie 2022," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/asia-and-the-pacific/south-east-asia-and-the-pacific/indonesia/report-indonesia/> (consulté le 25 mai 2023).

²⁶⁴ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 1er mai 2023).

²⁶⁵ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.77 et 85; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à

octroyé une licence d'exportation pour des systèmes d'imagerie militaire en 2019 mais pour un montant inconnu.²⁶⁶

Amnesty International et d'autres organisations ont documenté à de nombreuses reprises la probable commission de crimes de guerre et crime contre l'humanité par les autorités israéliennes contre la population palestinienne.²⁶⁷

Maroc

Entre 2019 et 2021, la Région wallonne a octroyé 4 licences d'exportation d'armes vers le Maroc pour un montant total de 4.698.262€ dont 90% concernaient des armes légères.²⁶⁸

En introduction du chapitre "Maroc et Sahara occidental" de son rapport annuel 2022, Amnesty International écrivait: "Les autorités ont continué d'écraser la dissidence, de disperser des manifestations pacifiques et de restreindre les activités de plusieurs organisations qui faisaient selon elles partie de l'opposition. Elles ont durci la répression exercée contre les militant·e·s sahraouis... Des gardes-frontières ont eu recours à une force excessive contre des personnes qui tentaient de franchir la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Melilla, causant ainsi la mort d'au moins 37 personnes."²⁶⁹

Mexique

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé 45 licences d'exportation d'armes vers le Mexique pour un montant total de 43.012.260€. Ces licences concernaient notamment des armes à feu portatives et pièces détachées.²⁷⁰

l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.75-77 et 81; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.72-74 et 78.

²⁶⁶ Le rapport "armes" de la Région wallonne pour l'année 2019 mentionne deux chiffres différents: 486.860€ et 118.575€.

²⁶⁷ Amnesty International, "'They were just kids', Evidence of war crimes during Israel's August 22 Gaza offensive," octobre 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20221025_rapport_itop_attaques_illegales.pdf (consulté le 4 mai 2023); Amnesty International, "Israel's apartheid against Palestinians: a cruel system of domination and a crime against humanity," 1er février 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/02/israels-apartheid-against-palestinians-a-cruel-system-of-domination-and-a-crime-against-humanity/> (consulté le 4 mai 2023).

²⁶⁸ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.79; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.78; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), p.75; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁶⁹ Amnesty International, "Maroc et Sahara occidental 2022," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/morocco-and-western-sahara/report-morocco-and-western-sahara/> (consulté le 5 mai 2023).

²⁷⁰ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.73-75; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 4 mai 2023), pp.73-75; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.70-71; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

Selon *Le Soir*, FN Herstal a exporté au moins 8.367 armes vers le Mexique entre 2008 et 2019. Au moins 130 armes FN Herstal ont été retrouvées sur des scènes de crime au Mexique durant cette période.²⁷¹

Nigéria

Entre 2014 et 2019, ainsi qu'en 2021, la Région wallonne indique n'avoir octroyé aucune licence d'exportation d'armes vers le Nigéria.²⁷² Pour 2020, la Belgique indique que des exportations d'armes légères et de petit calibre à destination du Nigéria ont été autorisées pour un montant de 301.033€. ²⁷³

Le 24 décembre 2021, l'armée de l'air nigériane recevait six premiers avions d'attaque légers Embraer A-29 Super Tucano (d'une commande en comprenant 12).²⁷⁴ Ces avions sont notamment équipés d'une mitrailleuse 12,7mm FN Herstal.²⁷⁵ Plusieurs sources rapportent l'impact répété des attaques de l'armée de l'air nigériane sur les populations civiles.²⁷⁶ Suite à des frappes aériennes effectuées par l'armée de l'air nigériane en janvier 2018, Amnesty International déclarait: "Ce recours irresponsable à la force meurtrière est illégal et scandaleux et témoigne du mépris choquant de l'armée nigériane à l'égard de la vie des personnes qu'elle est censée protéger."²⁷⁷

Qatar

Pour la seule année 2021, la Région wallonne a octroyé six licences d'exportation d'armes vers le Qatar pour un montant total de 4.162.602€, ce qui constitue une augmentation de 318% par rapport à 2020. La quasi-totalité de ce montant concerne des armes légères. Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé 34 licences pour un montant total de 9.069.050€. Ces licences concernaient des armes légères, des munitions, des tanks et véhicules blindés, ainsi que des pièces détachées.²⁷⁸

²⁷¹ *Le Soir*, "Projet Cartel: des armes de la FN sur des scènes de crime au Mexique," 10 décembre 2020, <https://plus.lesoir.be/342731/article/2020-12-09/projet-cartel-des-armes-de-la-fn-sur-des-scenes-de-crime-au-mexique> (consulté le 27 mai 2021).

²⁷² Gouvernement wallon, "Rapport armes," <https://gouvernement.wallonie.be/home/publications/rapport-armes.html> (consulté le 19 mai 2021).

²⁷³ Government of Belgium, "Annual report on exports and imports of conventional arms, in accordance with article 13(3) of the Arms Trade Treaty," 3 juin 2021, <https://thearmstradetreaty.org/download/96125ec0-d09b-3e55-8610-563fb42d0a0d> (consulté le 8 juin 2021).

²⁷⁴ YouTube, "NAF A-29 Tucano Jets Join Other Platforms To Turn Heat On Boko Haram," <https://www.youtube.com/watch?v=WSqvQIyvgg> (consulté le 4 mai 2023); *Flight Global*, "Nigerian Super Tucano in jungle camouflage breaks cover," 9 mars 2021, <https://www.flightglobal.com/defence/nigerian-super-tucano-in-jungle-camouflage-breaks-cover/142787.article> (consulté le 31 mai 2021); *Air & Cosmos*, "Nigeria: premier vol du premier Super Tucano," 7 mai 2020, <https://www.air-cosmos.com/article/nigeria-premier-vol-du-premier-super-tucano-23037> (consulté le 11 juin 2021).

²⁷⁵ *AllAfrica*, "Nigeria: Insurgency - Will a-29 Super Tucano Fighter Jets Change the Game?," 26 juillet 2021, <https://allafrica.com/stories/202107260257.html> (consulté le 4 mai 2023); Blog *Before Flight*, "Light combat aircraft market, the winner is Super Tucan," 13 avril 2021, <https://www.blogbeforeflight.net/2021/04/light-combat-aircraft-market-super-tucano.html> (consulté le 31 mai 2021); *La Libre*, "L'US Air Force en quête d'un avion d'attaque léger dans la 'longue guerre' antiterroriste," 3 mars 2017, <https://www.lalibre.be/international/l-us-air-force-en-quete-d-un-avion-d-attaque-leger-dans-la-longue-guerre-antiterroriste-58b86676cd708ea6c0f045f8> (consulté le 31 mai 2021).

²⁷⁶ *BBC News*, "Nigerian air strike' kills seven children in Niger," 20 février 2022, <https://www.bbc.com/news/world-africa-60454481> (consulté le 4 mai 2023); *AlJazeera*, "'Accidental' Nigerian military air raid survivors still in grief," 6 septembre 2022, <https://www.aljazeera.com/features/2022/9/6/nigeria-militarys-accidental-airstrikes-keeps-survivors-griev> (consulté le 4 mai 2023); *The East African*, "Another military air strike kills 27 civilians in Nigeria," 26 janvier 2023, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/nigeria-military-strike-kills-27-civilians-4100098> (consulté le 4 mai 2023).

²⁷⁷ Amnesty International, "Nigéria 2020," <https://www.amnesty.org/en/countries/africa/nigeria/report-nigeria/> (consulté le 31 mai 2021); voir aussi Amnesty International, "Nigeria. Les frappes aériennes sur des villages en proie à une escalade des violences intercommunautaires ont fait des dizaines de morts," 30 janvier 2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/01/nigeria-dozens-killed-as-military-launches-air-attacks-on-villages-beset-by-spiralling-communal-violence/> (consulté le 31 mai 2021).

²⁷⁸ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023),

Dans une résolution du 13 septembre 2017, le Parlement européen s'inquiétait "du fait que les exportations vers...le Qatar puissent être détournées au profit d'acteurs non étatiques armés en Syrie qui commettent de graves violations du droit relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire."²⁷⁹

Turquie

Entre 2016 et 2021, la Région wallonne a octroyé 71 licences d'exportation d'armes vers la Turquie pour un montant total de 51.400.277€. 85% de ce montant (soit 43.802.906€) concernaient des avions militaires et pièces détachées; 13,5% (soit 6.942.762€) concernaient des armes légères; 0,6% concernaient des tanks et véhicules blindés. En 2021, la Région wallonne a refusé d'octroyer une licence d'un montant de 173.305€ pour des armes légères.²⁸⁰

En septembre 2019, le média spécialisé *Janes* indiquait que le véhicule de combat d'infanterie (IFV) "Tulpar" produit par la firme turque Otokar avait "récemment" été équipé d'une tourelle John Cockerill pour deux personnes, et ce "à des fins d'essai."²⁸¹

En novembre 2020, une enquête du projet *EU Arms* révélait que "la société européenne Airbus soutient...l'armée turque de manière décisive, en partie à travers l'instance internationale OCCAR (Organisation Conjointe de Coopération en Matière d'Armement)... Les États membres actuels de l'OCCAR sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni."²⁸² Selon l'enquête, quatre avions A400M turcs ont effectué au moins 10 vols entre la Turquie et la Libye entre fin juin et mi-août 2020, et "du personnel d'Airbus était présent dans la base aérienne de l'armée turque à Kayseri, à partir de laquelle opèrent ces avions (A400M), dans le cadre du contrat signé entre la Turquie et l'OCCAR, qui court jusqu'en 2023."²⁸³ Selon la cheffe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, les activités de ravitaillement des forces militaires constituent une "atteinte alarmante à la souveraineté de la Libye" et "une violation flagrante de l'embargo de l'ONU sur les armes."²⁸⁴ D'après le GRIP, l'entreprise wallonne SONACA "développe notamment les bords d'attaque d'ailes des avions

pp.76-78; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.75-77; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.72-75; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁷⁹ Parlement européen, "Exportations d'armements: mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC," 13 septembre 2017, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2017-0344_FR.html (consulté le 8 juin 2021).

²⁸⁰ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.70-72; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.70-73; Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023), pp.67-70 et 78; *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁸¹ *Janes*, "DSEI 2019: Tracked attack," 12 septembre 2019, <https://www.janes.com/article/91128/tracked-attack-dsei19d3> (consulté le 8 avril 2020).

²⁸² *Lighthouse Reports* et GLAN, "EU arms exports. This is where European arms really end up," sans date, <https://euarms.com/landing> (consulté le 1er juin 2021); Arte, "Enquête EUArms: Les bonnes affaires de l'Industrie française", 2020, https://www.arte.tv/sites/story/reportage/euarms/?branch_match_id=848962452247311615 (consulté le 23 mars 2020).

²⁸³ Arte, "Enquête UEArms: Les bonnes affaires de l'Industrie française", 2020, https://www.arte.tv/sites/story/reportage/euarms/?branch_match_id=848962452247311615 (consulté le 23 mars 2020).

²⁸⁴ *UN News*, "En Libye, l'embargo sur les armes continuent d'être violé," 2 septembre 2020 <https://news.un.org/fr/story/2020/09/1076332> (consulté le 23 mars 2021).

A400M et leur système de dégivrage associé, des portes de train d'atterrissage principal et des carénages moteurs."²⁸⁵

Violations alléguées du droit international, européen et régional

De nombreuses instances ont considéré que les exportations d'armes wallonnes à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis violaient le Traité sur le commerce des armes, la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes, ainsi que le décret wallon du 21 juin 2012 qui régleme l'importation, l'exportation, le transfert et le transit des armes. Un aperçu détaillé des positions et décisions de ces différentes instances peut être trouvé dans la quatrième édition de l'*Observatoire des armes wallonnes* (section "Violations alléguées du droit international, européen et régional").

Cour pénale internationale

Le 12 mai 2022, trois ONGs²⁸⁶ renouvelaient leur appel lancé en 2019²⁸⁷ au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale "pour qu'il enquête sur le rôle des dirigeants des sociétés d'armement européennes et des responsables des licences d'armement dans les crimes de guerre présumés au Yémen par le biais de l'approvisionnement continu en biens militaires." Cet appel intervenait alors que les trois ONGs publiaient un nouveau rapport qui "expose de nouvelles preuves de liens entre la société espagnole Airbus Defence and Space S.A., des transferts d'armes vers le Royaume d'Arabie saoudite (KSA) et aux Émirats arabes unis (EAU) et des crimes de guerre présumés commis au Yémen entre le début du conflit en 2015 et juin 2021, notamment des attaques contre des hôpitaux, des écoles et contre des civils."²⁸⁸

Tribunal de première instance de Liège

Le 17 avril 2023, *L-Post* (rapidement suivi par plusieurs autres médias) rapportait que quatre ONGs²⁸⁹ avaient déposé en janvier 2023 une plainte au pénal avec constitution de partie civile contre la FN Herstal, reprochant à l'entreprise d'avoir "continué à exporter des armes vers l'Arabie saoudite sur la base de licences qui avaient été invalidées par le Conseil d'Etat." Cette plainte a été déposée dans les mains d'un juge d'instruction à Liège.²⁹⁰ Selon le Rapport annuel 2022 d'Amnesty International, "En décembre, Amnesty International et d'autres organisations de la société civile ont engagé une action en justice contre la FN Herstal, une fabrique d'armement entièrement détenue par la Région wallonne, au motif qu'elle continuait de vendre des armes à des États susceptibles de les utiliser pour commettre de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire."²⁹¹

²⁸⁵ GRIP, "Base de données de l'industrie de l'armement en Belgique," <https://production.grip.org/entreprises/sonaca> (consulté le 1er juin 2021).

²⁸⁶ Amnesty International, Centre Delàs for Peace Studies et European Centre for Constitutional and Human Rights.

²⁸⁷ Amnesty International, "Commerce des armes: la CPI doit enquêter sur les dirigeants liés à des crimes de guerre," 12 décembre 2019, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/cour-penale-internationale-armes> (consulté le 23 avril 2020).

²⁸⁸ "Arms transfers by Spanish company Airbus to Saudi Arabia and UAE may have contributed to war crimes in Yemen," 12 mai 2022, <https://centredelas.org/premsa/las-transferencias-de-armas-de-la-empresa-espanola-airbus-a-arabia-saudi-y-emiratos-arabes-unidos-pueden-haber-contribuido-a-la-comision-de-crmenes-de-guerra-en-yemen/?lang=en> (consulté le 18 mai 2022).

²⁸⁹ Amnesty International, Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD), Ligue des droits humains (LDH) et Vredesactie.

²⁹⁰ *L-Post*, "Amnesty International et l'ONG flamande Vredesactie ont déposé une plainte au pénal contre la FN Herstal," 17 avril 2023, <https://lpost.be/2023/04/17/amnesty-international-et-long-flamande-vredesactie-ont-depose-une-plainte-au-penal-contre-la-fn-herstal/> (consulté le 18 mai 2023).

²⁹¹ Amnesty International, "Belgique - Rapport annuel 2022," 28 mars 2023, <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2022/rapport-annuel-2022-europe-asie-centrale/article/belgique-rapport-annuel-2022> (consulté le 23 mai 2023).

Le 21 juin 2022, les quatre ONGs écrivait déjà: "En exportant ces armes, la responsabilité pénale de l'entreprise est en effet engagée; la FN Herstal ne pouvait ignorer que les licences qu'elle a sollicitées et obtenues ne pouvaient être délivrées qu'en violation du décret lui-même. Si la faute des Ministres-Présidents successifs est incontestable, l'entreprise qui a exporté des armes et des munitions sur la base de licences dont elle ne pouvait ignorer qu'elles étaient illégales doit en répondre devant le juge pénal. En exportant des armes vers l'Arabie saoudite, la FN Herstal, dont l'actionnaire unique est la Région wallonne, a pris le risque de se rendre complice des crimes de guerre commis par la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen, théâtre de la "pire crise humanitaire du monde" selon les Nations unies... Le fait que la FN Herstal ait pu exporter sur la base de licences dont l'illégalité a été sanctionnée par le Conseil d'État rappelle à quel point l'opacité entretenue volontairement par les autorités wallonnes est problématique pour assurer le contrôle des ventes d'armes wallonnes."²⁹²

Autres développements

Le 20 juin 2022, Amnesty International lançait une nouvelle pétition "pour demander au Ministre-Président Elio Di Rupo, et plus largement au gouvernement wallon qu'il dirige, d'enfin appliquer un décret entré en vigueur il y a 10 ans."²⁹³

²⁹² Amnesty International, "Commerce des armes wallonnes: une nouvelle action en justice visera la FN Herstal," 21 juin 2023, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/commerce-armes-wallonnes-nouvelle-action-justice-visera-herstal> (consulté le 18 mai 2023).

²⁹³ Amnesty International, "10 ans d'irresponsabilité & d'opacité en matière de vente d'armes wallonnes: cela doit cesser !," 20 juin 2022, <https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-ligne/petitions/wallonie-complice> (consulté le 18 mai 2023).